C.I.R.A.

N° 181/182 — 16e Année — Janvier-Février 1938

LA BROCHURE MENSUELLE

PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

Rédaction et Administration : BIDAULT, 39, Rue de Bretagne, Paris-3e

Tél. Archives 65-24 Compte Chèques Postaux 239-02

ABONNEMENT ANNUEL : **15 fr.**

HEM DAY

Problèmes d'Espagne

I. **Fédéralisme - Régionalisme - Autonomie.**

II. **L'Eglise et le fascisme en Espagne.**

III. **La question agraire.**

IV. **Le capitalisme international devant l'Espagne révolutionnaire.**

Groupe de Propagande par la Brochure

Au Lecteur,

Nous estimons que la diffusion des principes libertaires, que le libre examen et la juste critique de ce qui est autour de nous ne peuvent que favoriser le développement intégral de ceux qui nous liront.

Montrer combien l'autorité est irrationnelle et immorale, la combattre sous toutes ses formes, lutter contre les préjugés, faire penser. Permettre aux hommes de s'affranchir eux-mêmes d'abord, des autres ensuite ; faire que ceux qui s'ignorent naissent à nouveau, préparer pour tous, ce qui est déjà possible pour les quelques-uns que nous sommes, une société harmonieuse d'hommes conscients, prélude d'un monde de liberté et d'amour.

Voilà notre œuvre ; elle sera l'œuvre de tous si tous veulent, animés de l'esprit de vérité et de justice, marcher à la conquête d'un meilleur devenir.

Camarades, aidez-nous, en souscrivant de nombreux abonnements à « *La Brochure Mensuelle* ».

Pour la France: un an, **15** francs; six mois, **8** francs, donnant droit à 5 ou 10 brochures par mois.

Abonnement d'essai : un exemplaire chaque mois, **4** fr. **50**.

ABONNEMENT EXTÉRIEUR, tarif postal réduit: 1 exemplaire chaque mois, **6** francs. — Nations sans accord postal : 1 exemplaire chaque mois : **7** fr. **80**.

Pour les envois de fonds, utilisez toujours le chèque postal : *Bidault-Paris*, 239-02, c'est le moins cher, le plus certain.

Renseignez-vous sur les avantages accordés aux abonnés
Joindre un timbre pour la réponse

FÉDÉRALISME — RÉGIONALISME
AUTONOMIE

Dans « Nouvelle Géographie Universelle » Elisée Reclus, parlant de ce problème écrit :

« L'inégalité de population entre les plaines basses du « littoral et les plateaux de l'intérieur, et, bien plus encore, « le dédoublement de la civilisation péninsulaire en une « zone extérieure et un foyer central ont produit les « résultats les plus considérables de l'histoire générale « de l'Espagne. Consciente de sa propre vitalité, animée « d'une suffisante initiative pour se gouverner elle-même, « chacune des provinces maritimes tendait à s'isoler des « autres parties de l'Espagne et à vivre d'une vie indépen- « dante... Les populations cherchent leur équilibre naturel, « et l'une des principales conditions de cet équilibre est « le respect des limites tracées entre les provinces par les « différences du sol et du climat ainsi que par les diver- « sités des mœurs qui en sont la conséquence. »

Le problème du régionalisme en Espagne est un des aspects à la fois politico-économique de la Péninsule et l'on peut dire qu'il n'a pas cessé de préoccuper les hommes et les politiciens qui depuis des années tiennent les rênes du char de l'Etat.

Au fur et à mesure que se faisait le développement économique de ces régions, les différenciations régionales s'accentuaient.

Aujourd'hui dépassant le stade d'une forme politique proprement dite ou des revendications purement culturelles le régionalisme s'est vu entraîné par le développement économique même vers des bases nouvelles.

Trois régions se sont, durant ces derniers cinquante ans, industrialisées et c'est ce développement inégal du capitalisme espagnol qui a approfondi l'esprit régionaliste: d'une part la Catalogne par le textile, d'autre part, les pays Basques avec la métallurgie et enfin l'Andalousie avec ses mines.

Ce développement économique a sonné le réveil des régionalismes et sans doute accentué à la faveur d'idéologies nouvelles une forme de nationalisme nouveau, qu'il faut distinguer afin de ne pas verser dans la falsification de ces nouvelles formes d'expression patriotique.

Les évènements qui ont succédé à la République d'avril 1931 ont rapidement précisé les choses et ces mouvements n'ont pas tardé à se raccrocher aux idéologies fascistes et autoritaires.

Le régionalisme reste intimement lié au problème du fédéralisme et vu sous cet angle il retient toute l'attention des organisations de la C.N.T. Ceci dit, il faut bien se garder de confondre régionalisme, nationalisme, fédéralisme, séparatisme.

Il est assez curieux de faire certains rapprochements entre les révolutions russes de 1905-1917 et celles qui se sont déroulées en Espagne en 1931-1937. Ici comme là, le problème des nationalités opprimées s'est posé d'une façon aigüe.

Du régime féodal resté à « l'état pur » avec une persistance, que seul explique l'isolement de l'Espagne par les Pyrénées du reste de l'Europe, ce pays ne devait s'organiser en monarchie absolue que vers la fin du XV[e] siècle.

Tandis que les Arabes occupaient encore le Sud de la Péninsule, l'Aragon, la Catalogne, la Castille, la Navarre et le Portugal restaient pendant des siècles des Etats indépendants. En installant des comptoirs, les Phéniciens et les Carthaginois avaient donné cependant un essor économique à maints ports méditerranéens.

Vers la fin du moyen-âge Barcelone était devenu un port des plus importants — il commerçait avec l'Egypte, la Palestine et la Syrie.

Aux XV[e] et XVII[e] siècles, c'est l'ère des grandes découvertes, les marins espagnols parcourent les mers, vont vers le nouveau monde rapportent de l'or et de l'argent.

Ainsi se créent de nouvelles conditions favorables à un développement social et politique de l'Espagne sur des bases nouvelles.

De Grenade sont chassés les derniers Maures, Ferdinand d'Aragon, Isabelle de Castille commencent la réalisation de l'unité espagnole.

Le pillage colonial développait le capital commercial, mais l'Espagne morcelée empêchait les réalisations nouvelles. L'unification s'imposait.

Mais la monarchie en Espagne ne réalise pas tout de go son absolutisme.

Au début du XVI[e] siècle, c'est une monarchie féodale qui subsiste et Charles-Quint ne parvint point à en faire une monarchie vraiment absolue et unifiée, le développement économique du pays est encore insuffisant.

Les siècles qui vont suivre accentuèrent bien plus la décadence de l'Espagne par son essor, car en effet l'Espagnol exploite d'une façon parasitaire les colonies et Philippe II qui a succédé à Charles-Quint s'épuise dans des guerres d'intérêts avec l'Angleterre.

Et voici surgir vers la fin du XVIII[e] siècle ce que l'histoire a nommé la période du despotisme éclairé personnifié par Charles III (1759-1788).

L'unité espagnole est encore loin d'être réalisée, cependant, basques et navarrais conservent leurs privilèges. La bourgeoisie n'arrive à faire de l'Espagne qu'un conglomérat de provinces et de régions administrées avec une imperfection caractérisée.

Une nouvelle période succède entremêlée des guerres napoléonniennes et de guerres révolutionnaires durant laquelle la bourgeoisie espagnole prend conscience d'elle-même. Guerre d'indépendance, on parle d'un certain Joseph, frère de Napoléon qu'on veut imposer comme roi. C'est la révolte de la bourgeoisie et du peuple contre l'étranger. L'aristocratie avait déjà assuré ses hommages respectueux au fils de la Corse.

Comme l'écrivait Karl Marx dans ses œuvres politiques (1) : « La révolution intérieure était favorisée par la néces-« sité de repousser les attaques extérieures et, de plus, « quelques provinces avaient déjà, sous la pression « insupportable des circonstances, donné l'exemple d'une « hardie initiative. Mais non contente d'alourdir, comme « un poids mort, la révolution espagnole, elle agit, au « vrai sens du mot, en contre révolution : elle rétablit « les anciennes autorités, elle reforgea les chaînes déjà « brisées, elle étouffa le feu révolutionnaire partout, où « il se déclarait, bref, elle ne fit rien et empêcha les autres « d'agir ».

Le vote de la constitution de 1812, suivi de la répression de l'insurrection des colonies conduisent l'Espagne au seuil de la révolution de 1868 suivie de celle de 1873.

Mais tout cela n'a pas réussi à dénationaliser les peuples d'Aragon, de Navarre, de Galice ou de Catalogne qui jusqu'hier encore, luttaient pour leur indépendance.

*
**

Sans conteste, la Catalogne est la région la plus importante parmi les minorités d'Espagne.

Non seulement les Catalans sont confinés entre les frontières limitées par nos géographies, mais dans les régions de Valence, des Iles Baléares, dans le département des Pyrénées-Orientales, il s'en trouve. Cela n'a pas manqué d'éveiller chez certains catalanistes une nouvelle forme d'impérialisme.

Comment est répartie la population, les statistiques établissent, avec les réserves qui s'imposent :

Un total de trois millions et demi dont deux millions en Catalogne (Gérona, Barcelone, Lerida, Tarragona), un million dans la Valence (Castellon, Valence, Alicante) et aux Baléares environ 300.000.

Les premiers écrits catalans connus datent de 1171, ils ont été retrouvés au Monastère de Roda. Avec une fierté mêlée d'un certain orgueil, le catalan revendique donc

(1) T. VIII, p. 155, 156.

une langue littéraire aussi vieille que la langue espagnole, qui, elle remonterait entre les années 1145-1155.

On ne peut contester d'ailleurs la valeur littéraire du Catalan. Toute une poésie est là pour affirmer sa longue tradition et l'expansion et le développement de sa littérature et de sa presse affirment de nos jours son importance.

Avec un amour propre non moins affirmatif, la Catalogne s'impose comme le centre le plus important de l'Espagne dans le domaine industriel. C'est surtout l'industrie textile qui s'est concentrée dans cette région et à cela s'ajoutent des industries métallurgiques, électriques, des verreries, des fabriques chimiques et des papeteries.

Mais l'état centralisateur et bureaucratique dominé par l'aristocratie rurale a toujours été par sa lourdeur et son esprit peu ouvert à l'économie nouvelle, une entrave au développement de l'industrie de Catalogne.

Une lutte ne devait pas tarder à naître entre le pouvoir central et le pouvoir régional. La bourgeoisie catalane au fur et à mesure de son évolution sociale et économique a marqué son désir vers une tendance toujours plus grande à l'autonomie, voire à certains moments séparatiste.

Ainsi se développaient ces courants régionalistes qui allaient avec des hauts et des bas en s'amplifiant

A la veille des événements d'avril 1931, spéculant sur le mécontentement créé par la monarchie espagnole qui occupait toutes les fonctions, le mouvement catalan entraîna derrière lui une partie de la masse des travailleurs, petite bourgeoisie et petits paysans.

En 1931 la Ligue Régionaliste mène la barque, elle n'est point séparatiste, c'est plutôt une association de grands industriels et banquiers. A sa tête un gros financier et industriel, le célèbre Cambo. On utilise l'idéalisme catalan comme pression sur Madrid. On se contente d'une autonomie administrative.

Hier avec Alphonse XIII, aujourd'hui avec la République, ce régionalisme s'accommode à tout. L'esprit en est essentiellement nationaliste. Comme quoi, il faut se garder des mouvements régionalistes et savoir de quoi il en retourne.

Sans doute, ces mouvements peuvent revêtir diverses

formes d'expression puisque à côté de la Ligue se dresse le Parti Catalan Républicain. C'est le parti que dirigeait Macia. Il est né de la pression d'une série de groupes politiques, tels que : l'Action Catalane, le Parti de l'Etat Catalan, l'Action Républicaine, l'Union des Rabassaires (fermiers), ou se trouvent mêlés à une partie de la classe ouvrière, des éléments de la bourgeoisie de gauche, des employés, des intellectuels.

Après la mort de Primo de Rivera, et dès la chute de la monarchie ils ont affiché un fédéralisme intransigeant.

Le 13 avril, Macia proclamait la République autonome de Catalogne dans le cadre de l'Etat Espagnol. Macia était le président du gouvernement de Catalogne.

Plus à gauche se trouvait le Parti Communiste de Catalogne dirigé par Maurin, Arlandis et Nin, exclus du P.C. d'Espagne et anciens dirigeants de la C.N.T.

Naissant et insignifiant encore venait ensuite le Parti Communiste et les syndicats révolutionnaires et auxquels venait encore s'ajouter à la liste déjà longue les Partis Socialistes. Tels étaient les partis qui se partageaient les faveurs des suffrages catalans en 1931.

P. Ganivet parlant des catalanistes a exprimé cet avis : « Le catalanisme n'est pas un problème de race bien que « sans doute l'énergie créatrice des Catalans paraisse par- « fois se lasser de la nonchalance marquée des Castillans ; « moins encore, c'est un problème historique et il faut « laisser aux poètes locaux le soin de chanter les hauts « gestes de la Cité comtale de Barcelone et déplorer la « dissolution des Cortès catalanes ; c'est à peine un pro- « blème linguistique. Essentiellement, il est économique, « la Catalogne est moins agricole que le reste de la Pénin- « sule. Sa production rurale qui fut seulement de 960 « millions de pesetas (sans compter l'élevage), en 1930 « arrive au quatrième rang de celle des autres provinces, « loin derrière Valence ou l'Andalousie. Ce pays manufac- « turier tend à s'industrialiser chaque année davantage, « à l'abri des frontières douanières. Il demande donc que « l'Espagne adopte de hauts tarifs protecteurs alors que « les provinces centrales ou méridionales, ayant besoin

« d'écouler au dehors leurs récoltes et d'importer les « machines aratoires dont elles manquent, sont libres- « échangistes ».

Les évènements de 1934 que j'ai invoqués dans la première partie de cette étude ont montré comment un mouvement séparatiste pouvait dès le début contenir en lui-même les germes de réaction et sombrer dans une forme d'idéologie fasciste. Je n'insisterai pas.

*
**

Traiter le régionalisme basque de particularisme, c'est méconnaître le problème.

Sans doute les origines ethniques des Basques sont quasi inconnues, cependant que des textes écrits qui datent de 1545 sont venus apporter quelques détails fort discutés comme l'ensemble du problème d'ailleurs.

Quatre provinces du Nord de l'Espagne : Navarre, Alava, Guipuzcoa et Biscaye forment cette région. Sa population se chiffre à plus de 600.000 habitants et en plus 200.000 vivent dans les Pyrénées-Orientales et sur les Côtes du Golfe de Biscaye.

Ici c'est l'industrie qui domine. Ce sont les richesses de la terre qui ont attiré les magnats de l'industrie : les mines de fer et de zinc.

En Biscaye, à proximité de Bilbao, ce port le plus actif de l'Espagne du Nord, s'est concentrée l'industrie métallurgique, près des mines de charbon et des hauts fourneaux.

Sans doute cette formule « Jaun Goikua & a Lagi Zarra ! » ce qui veut dire : « Dieu et les anciennes coutumes » n'a rien de bien alléchant pour enthousiasmer nos révoltes. Quoique se développant depuis longtemps, le mouvement Basque s'est surtout surpassé depuis la guerre 1914-1918.

Ici comme partout, divisions à l'intérieur : d'un côté, la grande bourgeoisie qui oriente ce mouvement nationaliste dans un sens patriotique très étroit; de l'autre, paysans et ouvriers guidés par un petit monde intellectuel épousant les tendances séparatistes.

Il faut cependant tenir compte que le prolétariat industrialisé, dont l'importance est grande, n'est pas purement basque.

Il y a chez les basques des Espagnols ou pour mieux dire des Basques hispanisés.

La bourgeoisie est basque ou espagnole avec un fort courant hispanique, tandis que les paysans et les petits propriétaires eux, sont, dans une très grande proportion, basques.

P. Ganivet dans son étude déjà citée parle du bizkaitarrisme en ces termes.

« Dans les provinces basques, le prêtre commande. « Il dirige des banques, des coopératives agricoles, des « caisses de crédit. Sans rencontrer d'opposition, il con- « trôle municipalités et tribunaux locaux. Anti-libéral « et monarchiste, pour soutenir ses idées, il n'hésite pas « à recourir au révolver, comme les moines des insurrec- « tions carlistes et de guerre d'indépendance à l'escopette. « A Bilbao, en janvier dernier, du couvent des Dames « Réparatrices, il a tiré sur la foule ouvrière, faisant de « nombreux morts et blessés ».

Utilisé par la finance et l'industrie, ce mouvement était hostile aux syndicats ouvriers — socialistes et anarchistes.

Séparatistes, guidés par le clergé, il réclamait dès l'avènement de la République de 1931 des droits pour l'instauration d'un état clérical indépendant, en plus du droit de conclure avec le vatican un concordat.

On peut affirmer sans trop se tromper que le mouvement basque était réactionnaire dans ses manifestations. Il entend conserver une milice indigène, repousser la séparation de l'Eglise et de l'Etat, dans son ensemble toute législation sociale, refuser le droit de grève, en un mot et comme la formule l'indiquait vivre d'anciennes coutumes et se reposer en Dieu, pour la vie et le bonheur des basques.

Cela conduisit à quelques petites représailles ; les syndicalistes se dressèrent maintes fois contre les cléricaux séparatistes.

Germaine Picard, Moch et Jules Moch, parlant des Basques écrivent :

« Les Basques, qui, dans leurs montagnes abruptes, « toujours surent résister aux envahisseurs romains, wi- « sigoths ou berbères, constituent un des mystères ethno- « graphiques de l'Europe. Quelle est l'origine de leur « langue, dont on connaît une littérature du XVI[e] siècle, « mais, qui, certes remonte bien plus haut ? On a longue- « ment discuté. La thèse la plus généralement admise voit « en elle un dialecte caucasien parlé en Europe avant « l'arrivée des Indo-Européens.

« Le certain est que ces petits hommes, lestes et agiles, « uniformément coiffés du légendaire béret, sont fort « attachés à leur passé, à leurs coutumes, leurs « fueros » « — que les rois s'efforcèrent sans cesse de réduire. Il y « a dans les campagnes plus encore que dans les villes ou « le Basque recule devant l'Espagnol, un sentiment régio- « nal, vivace et profond ».

Reste le mouvement Gallego, mouvement aux tendances autonomistes, également.

C'est aux Asturies, dans cette province industrielle qu'est Oviedo que se manifeste ce régionalisme de la Galice. Cette région comprend quatre provinces : Corogne, Lugo, Pontevedra et Orense.

Ici se parle un patois — dialecte portugais -- les masses non espagnoles se nomment Gallegos.

Certains affirment que ce dialecte est tout simplement du portugais prononcé à l'espagnol.

Autonomisme, sans doute, mais orthodoxe avant tout et gouvernemental.

Ici vivent de grands seigneurs, ici sévit le caciquisme et peut être de ce côté social a-t-il créé cet antagonisme qui a abouti au développement des tendances autonomistes.

L'influence cléricale et réformiste est assez grande dans ces contrées. La Galice a donné jusqu'ici à la nouvelle république de 1931 quelques hommes d'Etat tels : Casares Quiroga, M. de Madariaga.

*
**

Faut-il s'attarder au nouvement Andalou, reflet de cette Andalousie toute imprégnée encore du joyau des rois maures.

Huit provinces avec des immenses domaines. C'est le règne des grandes propriétés, mais également c'est le règne de la grande misère.

Ici naissent également de grands politiques. Los Rios, Asua, ce sont des gouvernementaux. L'agitation séparatiste est très circonscrite. La propagande autonomiste est restreinte.

Du statut on en parle, mais cela fait plutôt partie de discussions théoriques. Les académiciens et les folkloristes pérorent, le peuple travaille et essaye d'arracher des améliorations à sa vie pénible et rude.

Voici la région de Valence, fertile, aux mille climats variés où surgissent de terre : orangers et figuiers, vignes, oliviers, maïs, blé et tabac qui embaument, avril venu, la province toute entière, du sud au nord. C'est également la région des rizières immenses.

On veut ici également un statut autonome. Le dialecte valencien, c'est quelque chose proche du patois du Midi de la France.

C'est le valencianisme, un régionalisme de dialecte, de souvenirs plus qu'autre chose.

Certes, ces données n'ont pas la prétention de tout expliquer. J'ai laissé dans l'ombre volontairement un tas d'explications qui auraient été utiles. Je devais me limiter tout en attirant l'attention du lecteur sur le fédéralisme espagnol qui se mêle par de là les Pyrénées à un mélange bien compliqué parfois de revendications et de fantaisies:

On cherche des statuts. Est-ce bien là l'essence même du fédéralisme. N'y a-t-il pas, au contraire, dans toutes ces trouvailles intéressées des ambitions politiques qui se font jour ?

De tout cela on peut déduire qu'en Espagne deux formes d'organisations se heurtent : la fédérative et l'unitaire. Il faut choisir. La fédérative cadre merveilleusement avec l'expression idéologique de la C.N.T. — F.A.I.

La catalogne, les provinces basques, l'Aragon et le Levant ont instauré leurs systèmes propres d'administration fédéraliste à la faveur des événements de juillet 1936. Les

travailleurs en proclamant leur autonomie régionale pensent augmenter leur puissance combative et voici comment le président, Campaguys s'exprimait à ce sujet :

« Pour sauver l'Espagne du chaos dans lequel elle se « débat, il n'y a pas d'autre remède que de remettre l'administration économique et l'orientation politique entre « les mains non pas de suspects et de tièdes, mais des « hommes qui, avant l'avènement du fascisme étaient déjà « les ennemis mortels de la centralisation et de la « dictature » .

« Fraga social » de Valence publiait sous le titre « Commune Libre » l'article dont nous extrayons ce passage :

« Le Fédéralisme assure les droits de l'individualisme « par et dans la commune libre. Il favorise aussi l'unité « des peuples. Il respecte les particularités de chaque « peuple en lui conférant le droit de se régir lui-même. « De même, nous voulons que la Catalogne, avec ses mœurs « et son esprit particuliers, s'organise à sa façon, que la « Galice en fasse autant; que les deux Castilles, le Levant, « l'Andalousie, l'Extrémadure l'Aragon, la Biscaye, etc... « suivent chacun sa route.

« Que chaque peuple arrange son organisation intérieure « au mieux de ses aspirations; que les affaires communes « se règlent suivant des accords librement consentis. Un « concert de volontés et d'intelligences, tendues vers une « vie de véritable fraternité, sans immixtion « étrangère » « qui amène la tyrannie, voilà tout ce que nous voulons. « Un concert harmonieux de volontés et d'intelligences « dans la communauté des biens nécessaires à tous » .

« El Diluvio, quotidien Barcelonais républicain-fédéra- « liste exprimait le même point de vue :

« Dans un avenir rapproché, aussitôt finie la guerre, « la République espagnole devra se transformer de centra- « liste en fédérale. Ce ne sera pas la désagrégation de « l'Espagne. Elle en sera plus unie que jamais. Ce serait « une folie que de vouloir maintenir en Espagne un régime « d'uniformité. Quand la paix sera rétablie, la nation devra « s'organiser suivant le mode fédéraliste. Ce serait égale- « ment une folie que de mettre obstacle à l'union cordiale « et indissoluble de toutes les régions espagnoles. Si l'union

« était subordonnée à un régime centraliste, nous serions « en droit de la repousser : Mais la refuser dans les cadres « d'une organisation fédérale serait plus qu'une folie, ce « serait un crime » .

Il convient de noter que les anarchistes espagnols ont systématiquement concilié le principe de l'autonomie avec celui de la fédération.

Et enfin pour conclure et clore ce chapitre dans une déclaration faite en septembre 1936, Fabregas, délégué de la C.N.T. au conseil économique de Catalogne, s'exprimait au sujet des principes fédéralistes, qui sont à la base du Conseil économique :

« Ce fédéralisme n'exprime pas seulement notre con- « viction propre, mais également les nécessités géogra- « phiques, économiques et sociales de l'Espagne ».

Et plus loin il ajoutait :

« ...Nous sommes pour la reconnaissance de l'autonomie « individuelle, communale et régionale, pour un fédéra- « lisme économique dans le sens de Piv Margall, dont le « but était d'établir une libre confédération de toute la « population ibérique ».

L'ÉGLISE ET LE FASCISME EN ESPAGNE

Lors de mon tout premier voyage en Espagne — il remonte à juin juillet 1931 — j'avais rapporté quelques impressions qui me permettaient d'entrevoir un danger que l'on semblait parfois négliger dans l'engouement créé par la victoire électorale d'avril qui amena la chute des Bourbons.

Ce danger c'était l'église et avec elle le fascisme.

En des articles prophétiques — puisque les journées de juillet sont venues confirmer mes appréhensions — je dénonçais le danger qu'offrait pour la stabilité même d'un régime républicain; l'église et ses serviteurs.

Faut-il rappeler ici certains faits qui furent significatifs quant aux mobiles qui animaient les hommes d'église et leurs représentants laïques.

Emile Vandervelde dans un article du « Peuple » en date du 25 mai 1931 relatant son séjour en Espagne émettait cette réflexion qui en dit long : « Quant à la question électorale le gouvernement provisoire qui compte à sa droite des catholiques pratiquant et en tête M. Alcala Zamora était dès le premier jour unanime à penser que vis-à-vis de l'église et des congrégations la plus grande prudence s'imposait si l'on voulait éviter la guerre civile. »

Ceci dénote par ailleurs l'état d'esprit bien particulier et quelque peu inquiétant des partis républicains qui au lendemain de la chute de la royauté s'étaient triomphalement et bruyamment installés au pouvoir.

La politique hésitante du nouveau gouvernement en matière religieuse en Espagne peut être comprise lorsque l'on pense à cette pensée de Vandervelde et d'autant plus qu'on ne peut ignorer qu'en Espagne plus que partout ailleurs l'église a empreint les populations de son sceau indélébile, empêchant ainsi toute tentative de réalisation nouvelle.

Il n'était pas étonnant de constater par la suite comme le relate le journal le « Soir » du 1er avril 1932, que lors d'une vive discussion engagée à la Chambre au sujet de la suppression du traitement du clergé une notion présentée par M. Botella, radical-socialiste, tendant à supprimer complètement le budget des cultes ait été combattue à la fois par les radicaux-socialistes, les socialistes, les radicaux et l'action républicaine par 156 voix contre 46.

Miguel Maura, Ossorio y Gallardo et Santiago Alba intervinrent en faveur du maintien du traitement du clergé, tandis que Albornoz ministre de la justice affirmait que le clergé devait pouvoir se suffire à lui-même avec le seul appui des fidèles.

Plus tard ce fut le décret d'expulsion des Jésuites. C'était un acte gouvernemental qui venait calmer en quelque sorte l'élan magnifique du peuple qui dès le début du changement de régime s'était décidé par une action directe et énergique à en finir une bonne fois avec ces tortionnaires, disciples de Loyola.

C'était peut-être aussi une réponse énergique au cardinal Sigura, primat d'Espagne, qui avait affirmé dans un sermon

« que la fureur de Dieu tombe sur l'Espagne si la République se maintient » .

Mais le décret d'expulsion des Jésuites ne devait revêtir grâce à cette tolérance criminelle des républicains au pouvoir qu'une signification toute relative..

L'apathie avec laquelle il fut mis en vigueur montre combien la culpabilité, inconsciente parfois, fut grande chez ces laïcs anticléricaux ou prétendus tels.

D'ailleurs l'application de certaines lois qui furent faites plus tard avec une énergie qui en dit long sur les intentions dictatoriales de ce nouveau gouvernement montre combien G. Dupeyron avait raison d'écrire à l'époque que « la lutte officielle en Espagne contre les ordres religieux permet à la bourgeoisie actuellement au pouvoir de détourner l'attention des masses travailleuses des deux vrais problèmes ; le problème agraire et le problème du fédéralisme » .

Au moment de la publication du décret, le nonce apostolique de Madrid, Mgr. Tedeschini, présentait au chef du cabinet espagnol au nom du Saint Siège, une note de protestation contre le décret d'expulsion des Jésuites et rappelait que cet acte « si peu scrupuleux envers le Saint Siège est d'autant plus douloureux que le 15 avril 1931 au moment même ou la république venait d'être proclamée, le nouveau gouvernement avait donné au Saint-Siège l'assurance par la voix de l'un de ses membres les plus importants que la république respecterait et les personnes et les objets de l'église. »

Le fameux décret d'expulsion des Jésuites touchait environ 80 communautés religieuses de la Compagnie de Jésus avec un total de 3090 jésuites. Or dans les journaux de fin janvier 1933 on lisait que de nombreux jésuites espagnols étaient rentrés dans leur famille.

Dans un article que je publiais le 12 juillet 1931, je signalais, qu'à cette époque il existait en Espagne 213 ordres religieux comprenant 4490 communautés pour un total de 17.210 religieux et de 54.605 religieuses. Ces chiffres éloquents montraient combien grande encore était la puissance de l'église au lendemain de la chute d'Alphonse XIII.

Et voici comment, dans une étude (aperçu de la question religieuse en Espagne) je montrais l'importance de ces chiffres afin que l'on s'y arrête et que l'on réfléchisse à l'armée de parasites que le peuple espagnol entretenait, et je signalais que c'était là un sérieux contingent de recrues disposées à servir la réaction et un danger constant pour le nouveau régime.

Mais il y aurait trop de faits à rappeler venant justifier la politique néfaste des gouvernements qui se succédèrent depuis 1931 jusqu'aux événements de juillet 1936.

Grâce à la complicité des politiciens de la république sous prétexte d'union sacrée on traita l'église avec une amabilité plus que coupable.

L'église en a profité pour continuer son œuvre néfaste, et nous pouvons constater aujourd'hui l'héritage odieux qu'elle nous lègue.

Le peuple d'Espagne paie avec son sang l'impardonnable inconscience de ceux qui prétendaient le conduire sur les routes de la libération. En Espagne, l'église ne pouvait que se rapprocher du fascisme et se lier de plus en plus aux factieux. Après s'être servie des hommes à tout faire de la politique, tantôt de droite, du centre ou de gauche, royalistes, démocrates ou républicains, l'église confiait la défense de ses intérêts à ceux qui avec elle partageait depuis des siècles les prébendes les plus fabuleuses au détriment du peuple travailleur.

Cette union de l'église avec le militarisme n'a rien de bien nouveau. Tant de fois déjà nous avons dénoncé cette sainte alliance du sabre et du goupillon. Et lorsque l'on sait la puissance économique que représente l'église en Espagne on conçoit fort bien que celle-ci s'appuie sur la force armée pour défendre son parasitisme séculaire.

« L'Oservatore Romano » organe officiel de la cité du Vatican publiait en date du 27 juillet 1936 un violent article stigmatisant les méthodes de répression employées par les troupes gouvernementales espagnoles dès le début des évènements. Partout, dès le déclanchement du dernier mouvement de juillet on vit le clergé espagnol se mêler aux luttes et aider les rebelles. Ici c'est l'évêque de Mondonedo qui est à la tête d'une colonne de monarchistes, là

à Ségovie le commandement de la résistance est aux mains de l'évêque lui-même et parmi les cadavres abandonnés sur le front de Guadarama on reconnaissait de nombreux curés et séminaristes.

Les églises brûlaient, certes, mais le plus dangereux, c'est que ces églises depuis longtemps servaient de dépôt de munitions pour les fascistes et ceux-ci se réfugiaient derrière les murs de ces édifices transformés en citadelles.

Plus même, nous dit Ventura Gassol : « l'incendie des églises est né de la rage populaire provoquée par le fait que de deux églises on a tiré sur les révolutionnaires. Les curés ont commis cet acte odieux de convertir les églises en châteaux forts. Des clochers on tirait sur les ouvriers.

Dans un couvent de Barcelone, on attira, en pleine émeute des révolutionnaires qui essuyaient le feu de l'ennemi. La porte du couvent s'était ouverte sur eux comme pour les protéger. Et une fois entrés ils furent mis en demeure sous peine de mort immédiate, de tirer eux-mêmes sur leurs frères. C'est alors que la haine s'est déchainée sur toute la ville. »

Cet avis autorisé de ce poète catalan montre le rôle tragique joué par les églises dans la guerre civile. Il prouve à suffisance la complicité tacite du clergé dans la révolte des factieux.

Qu'on ne vienne point nous dire que les prêtres ont été abattus le « missel » à la main, ils ne sont point morts en martyrs résignés, mais comme l'affirmait un journaliste anglais « les prêtres espagnols ont été tués révolver ou carabine à la main » .

L'évêque de Pampelune poussa même le cynisme jusqu'à accorder cent jours d'indulgence à quiconque tuerait un marxiste ! Et, A. Van Graefschepe, collaborateur du journal le « Peuple » en Belgique rapporte en date du 19 septembre 1936, qu'à Majorque, le Comité exécutif de la lutte contre le peuple est présidé par l'évêque de Palina, assisté de douze écclésiastiques et de quatre militaires. « Et, poursuit-il » les journalistes venant de Jaca m'ont fait le récit de scènes de tortures auxquelles ils avaient assisté : en présence de prêtres,

les guardias civiles marquaient des marxistes d'une croix au fer rouge, tandis que retentissait le cri de : Viva el Christo Rey » .

Devant la situation politique et sociale que traverse l'Espagne il est des paroles qui méritent d'être rappelées, leur signification est grande et les générations qui se forment se doivent de ne point les négliger si elles veulent œuvrer à la libération de l'humanité.

« Il y a entre la révolution et l'église antagonisme constant, opposition irréductible. Il faut que l'église tue la révolution ou bien la révolution tuera l'église » .

La lutte contre la suprématie tyrannique de l'église ne peut donc en aucun moment se ralentir ni être délaissée. Combattre l'église c'est combattre le fascisme. L'une comme l'autre ne désarme point, l'une comme l'autre essayeront par tous les moyens de tuer les révolutions car si l'église est l'ennemi du développement humain, le fascisme ne l'est pas moins. Et, leur action conjuguée tend à la conservation des privilèges économiques et sociaux par lesquels les uns et les autres entendent garder l'hégémonie. La lutte contre ces éternels ennemis du progrès et de la civilisation doit se poursuivre jusqu'à la liquidation complète de ces deux forces néfastes à l'émancipation du prolétariat.

UN LOURD PASSÉ

L'Espagne a été la terre natale des inquisiteurs, et c'est sur son sol qu'est né le fondateur de l'ordre des Jésuites : Ignace de Loyola.

Reportez-vous un peu dans le passé; consultez l'histoire même de l'Espagne, songez à ces jours cruels et sanguinaires que ce pays a vécus, rappelez-vous quelques faits parmi les principaux, qui nous furent légués par l'inquisition et n'oubliez pas que les Torquemadas sont nés en terre espagnole et qu'ils ont exercé leurs raffinements de tortionnaires parmi leurs compatriotes.

Thomas de Torquemada, qui fut le premier inquisiteur général de l'Espagne, était un être chez qui le cœur et la conscience s'effaçaient devant les intérêts de l'église.

Il ne tarda point, dès qu'il fut investi des pouvoirs que lui conféra le Pape Innocent VIII, d'exercer un despotisme impitoyable autant que barbare. Il serait fastidieux de narrer ici tous les procédés de torture employés par les inquisiteurs, tels les supplices de la corde, les garrots, les supplices de l'eau, les trois tortures du feu, les supplices de la tête de fer, de la roue, de la statue de la vierge, de l'emmuraillement, des sandales de fer, des bottes de l'inquisition, des guêtres de parchemin, des brodequins, des pointes d'acier, des griffes et des rateaux, du plomb, des tenailles, des sondes creuses, le raffinement bestial de la chambre des tourments n'avait point de limites et, l'imagination féconde des tortionnaires était intarissable.

Des ouvrages d'une véracité incontestable ont été publiés à ce sujet clouant à jamais au pilori de l'histoire les prétendus ministres du Christ. (1)

Qu'on ouvre tout particulièrement ce monumental ouvrage de Henri Charles Léa, Histoire de l'Inquisition au Moyen-Age où les faits parlent d'eux-mêmes et où « La vérité sans phrases est la seule flétrissure qui convienne aux crimes du fanatisme » .

L'inquisition qui s'est développée au sein de l'Eglise s'explique difficilement lorsqu'on s'imagine que cette église prétend être une religion d'amour et de tolérance, cependant les inquisiteurs se réclamèrent des textes mêmes de l'Ancien Testament pour justifier leur politique.

« Quand ton frère, fils de ta mère, ou ton fils ou ta fille
« ou ta femme bien aimée ou ton intime ami qui t'est cher
« comme ton âme, t'incitera en te disant en secret: « Allons
« et servons d'autres dieux que tu n'as point connus, ni tes
« frères ; que ton œil ne l'épargne point, ne lui fais point
« grâce et ne le cache point, mais tu ne manqueras pas
« de le faire mourir ; ta main sera la première sur lui
« pour le mettre à mort, et ensuite la main de tout le
« peuple » . (2)

Un grand libre penseur, j'ai cité José Nakens, aidé par le coéditeur de El Motin, l'ex prêtre catholique Pey y Ordeix a publié en 1912 un document précieux sur la question des tortures religieuses en Espagne. Il renferme au

sujet de l'inquisition une foule de révélations qui forment le réquisitoire le plus implacable contre les honteux traitements infligés à tous ceux qui se refusaient de s'agenouiller au pied de la sainte église apostolique et romaine. Mais laissons Nakens nous décrire les atrocités qui illustrèrent la vie du sinistre Torquemada qui : « brûla vifs 8.800
« espagnols, qui en brûla 6.500 en effigie et fit subir à
« 90.004 d'entr'eux la torture et la prison ; Deca, dont
« 1.654 victimes furent brûlées vives, et 832 en effigie,
« sans compter 32.456 personnes corrigées par les métho-
« des citées plus haut ; Cisneros, qui en brûla vifs 2.536;
« en effigie 1.368 plus 47.236 corrigées ; Adriano Flo-
« rencio, qui brûla vives 1.344 personnes ; en effigie,
« 672 et en corrigea 26.214 ; Alfonso Monique qui brûla
« vives 2.250 personnes ; en effigie 1.125 et en tortura
« 11.255 » , et ce n'était qu'une époque, car de 1481 à
« 1800 : « 31.912 espagnols outre 17.659 brûlés en effigie
« et corrigés, subirent un emprisonnement infâme et de
« cruelles tortures, 291.450 furent arrêtés comme héré-
« tiques, soit en tout 341.021 victimes parmi lesquelles
« plusieurs milliers périrent dans les cachots, ou enchaînés
« sur les galères ».

Et plus près de nous en 1819, sous prétexte d'une conspiration qui se serait déroulée à Vidal, 119 personnes furent livrées à l'inquisition de Valence.

Le dernier jour de juillet de l'année 1826, le maître d'école rationaliste, Antonio Rippoll, fut pendu et, parce qu'hérétique, son corps fut brûlé ensuite. Plus tard, ce fut F. Ferrer, et, depuis, sous une forme déguisée, l'Eglise n'a cessé d'inscrire à son actif une telle quantité de crimes que nous hésitons parfois à les lui faire endosser tous.

Car si en fait, l'inquisition fut abolie par les Cortès révolutionnaires de Cadix le 22 février 1812, après la chute de Napoléon I^{er}, le roi Ferdinand VII la rétablit par le décret royal donné à Madrid le 21 juillet 1814. En 1820, elle était à nouveau abolie pour être rétablie quatre ans plus tard et ce n'est qu'en 1834 qu'elle semble être définitivement supprimée, cependant que des retours offensifs se manifestèrent jusqu'en 1868.

Elle survécu d'une façon plus ou moins cachée, pour se montrer ouvertement sous le règne de Primo de Rivera car, comme l'écrivait avec juste raison William Heaford : « L'Application des tortures aux prisonniers politiques « en Espagne est une abomination du droit pénal qui ap- « partient plutôt au domaine de la religion qu'à celui de « la politique proprement dite » .

Durant plus de 7 siècles, l'inquisition espagnole gouverna ces populations affolées par la terreur des meurtres, des vols, des assassinats, des rapines et l'on comprend le trop plein de haines, des rancunes, des vengeances qui, accumulées durant ces époques de souffrances épouvantables débordent, certains jours et déterminent ces populations à se ruer vers ces établissements insalubres où toute pensée noble et pure a été chassée pour faire place à un dogmatisme hargnieux, un prosélytisme vénéneux.

On ne peut oublier de tels méfaits, l'on se doit de les rappeler de temps à autres, à ceux qui se donnent l'hypocrite prétention de nous enseigner un évangile de bonté et d'amour.

Ferdinand VII — 1814 — ce n'est pas si lointain pour être déjà oublié, un peu plus d'un siècle et qui le penserait, nous inscrivions l'assassinat de plus de 7.000 réformateurs et libres penseurs, 8.000 sujets assassinés, 36.000 proscrits et 24.000 emprisonnés. C'est là un bien sanguinaire actif à la vie de ce monstre couronné, de qui on osa cependant écrire un panégyrique « Le triomphe de Dieu et de Ferdinand VII ».

Aussi, combien est justifiée la pensée de Ricarda-Fluento, lorsque dans : « Vulgarisaciones historicas » il s'exprime de telle sorte : « Dans la langue espagnole, si riche, il « n'existe pas de mots assez crus pour décrire l'avarice, « la concupiscence, le fanatisme étudiés de Ferdinand » .

Cet esprit que se partage avec une jalouse fidélité, l'Eglise et les rois Ibériques, continue à vivre intensément, ni l'un ni l'autre n'a renoncé à faire fonctionner le tribunal du Saint Office, dès que les circonstances favorables se présenteront et sans doute rêvent-ils certains soirs à « renouveler sur la chair, les os et les nerfs torturés des hérétiques du XX^e^ siècle, les horreurs de la chambre de torture du moyen-âge » .

Ceci nous aidera à comprendre l'antipathie profonde que l'on constate chez nombre d'intellectuels qui contre l'église, la religion, se dressent véhémentement car l'église, à travers l'histoire, s'est révélée ignoble et inhumaine dans « le fanatique amour de Dieu » qui alluma en son cœur une haine profonde.

« L'inquisition, fruit monstrueux d'un zèle erroné, au « service de la cupidité égoïste et de la soif du pouvoir, « s'employa à étouffer les plus hautes aspirations des « hommes et à stimuler leurs appétits les plus vifs » .

Voici un petit extrait du livre de Blasco Ibanez : « L'Intrus » où il est parlé du jésuite inquisiteur. Il nous révèle la vraie figure de ces individus qui se sont voués à l'amour de leur prochain pour servir leur Dieu de bonté.

« Inquisiteur ? soit. Toute l'Espagne, avide de quelque « chose de nouveau, éprouvait le même sentiment que « lui, mais elle n'arrivait pas à raisonner ses impulsions. « Chez d'autres peuples plus avancés la crise religieuse, « le passage de la foi à la raison, s'étaient effectués dou- « cement, au milieu du respect et de la liberté. La Réforme, « avec son esprit de critique et de libre examen, avait servi « de pont ? Mais dans ce pays, il fallait faire un saut « violent, passer sans aucun pont, des croyances d'il y « avait quatre siècles encore debouts et puissantes à la « vie moderne. La transition devait nécessairement être « rude et brutale.

« C'était une utopie que de vouloir guider le peuple « paisiblement, pas à pas ; il fallait courir, saluer, en « renversant les obstacles qui pouvaient encore subsister. « Il fallait tenir compte de la race, de la triste hérédité « qui pesait sur ce peuple, de son éducation intolérante « qui ne datait pas d'hier. En quelques années, la vie mo- « derne où les nouveautés avaient été chez lui, non une « création personnelle, mais un simple reflet, ne pouvaient « éteindre plusieurs siècles de férocité religieuse. Dans « tout espagnol, il y a un inquisiteur qui sommeille. Il « suffisait de voir comment, dès que le moindre attentat « troublait la paix publique, même les classes cultivées « réclamaient la suspension des garanties constitution- « nelles et l'intervention de la force. Les riches applau-

« dissaient les gendarmes quand ils recourraient à la « torture, ressuscitant ainsi les procédés sauvages de « l'Inquisition ; les pauvres admiraient l'homme fort, « l'homme audacieux et, pour beaucoup d'entre eux, la « suprême gloire était de lancer la bombe de dynamite ; « les gouvernements, devant la plus insignifiante émeute « abandonnaient la liberté, comme si c'était un fardeau « écrasant. Autrefois, les catholiques de la vieille roche « prouvaient la pureté de leur sang pour démontrer qu'il « n'y avait en eux aucun mélange d'origine juive ou maho- « métane. Qui pourrait prouver maintenant qu'il ne circule « pas dans ses veines du sang d'un moine ou d'un familier « du Saint Office » .

LA QUESTION AGRAIRE

La question agraire en Espagne revêt une importance incontestable. Elle a été le cauchemar, non seulement des ministères qui se sont succédés depuis l'avènement de la République, mais bien avant et à travers toute l'histoire sociale et politique de la péninsule, elle a marqué de son sceau indélébile les différentes évolutions des régimes qui se succèdent depuis un siècle et demi et plus.

On peut dire de l'Espagne ce que Lénine disait de la Russie au sujet de la révolution bourgeoise.

« La principale question économique dans la révolution « bourgeoise actuelle, en Russie, est celle de la lutte de « la paysannerie pour la terre » .

Pour ce qui regarde l'Espagne, cette importance s'explique d'autant mieux, que ce pays a une économie ou prédomine l'agriculture et cette économie est marquée de survivances féodales très prononcées.

Retournons un peu dans le passé, pour mieux saisir cette importante question.

Dès juillet 1856, l'élévation du prix du blé jointe au facteur de diffusion des idées sociales parmi le peuple, amenait des émeutes qui contribuèrent à la chute d'Espartero et au coup d'Etat du général O'Donnel.

L'émeute du Arahal (province de Séville) durant l'été 1857 sous le Gouvernement de Narvaez et la Croisade des Perses de Alamo à Loya (province de Grenade) avec ses 6.000 paysans vers la mi 1865 avaient pour origine les mêmes causes: la misère des paysans et la naissance d'une conscience révolutionnaire.

C'était là une forme de protestation violente que déterminait la situation lamentable des populations campagnardes.

Déjà, nous trouvons à cette époque des formes presque identiques de protestations et de revendications de la part des populations rurales.

Que voulaient-elles? L'établissement d'un régime républicain, le partage des terres des grands propriétaires entre les ouvriers et les petits propriétaires, tout en sauvegardant le respect de la propriété.

La gravité de la question agraire en Espagne a donc des causes lointaines que l'on ne peut méconnaître afin de saisir toute l'ampleur qu'elle revêt.

Nous avons vu dans un chapitre précédent comment est né le caciquisme. Si nous voulons le comparer à un autre phénomène existant en Russie, nous pouvons rapprocher le cacique du koulak.

Mais qu'est le caciquisme ? C'est le seigneur et maître du clocher, le tyran du village ou de la région. Il a conservé ce nom en souvenir sans doute de la domination espagnole en Amérique du Sud, le cacique était le représentant du pouvoir central dans les contrées éloignées.

Le cacique fait la loi et on rappelle non sans quelque haine ces chaînes de déportés qui parcouraient jadis l'Espagne chaînes d'hommes qui n'avaient commis que le seul délit de ne pas penser comme le cacique ou qui avaient reçu une « feuille » qui ne partageait point les faveurs du maître.

En Espagne, le caciquisme a survécu à la Révolution d'avril. Le cacique continuait à exercer son omnipotence, Alcades, juge de paix, secrétaire de Mando, fonctionnaire, lui seul nommait et s'octroyait le droit de faire élire qui lui plaisait. On votait encore dans certaines régions pour le candidat gouvernemental approuvé par le cacique.

Pierre Ganivet a écrit du caciquisme :

« La cacique profite de son omnipotence pour mettre « en valeur ses propriétés, répartir entre ses parents et « amis les charges publiques rénumératrices, mettre en « coupe réglée, avec la complicité du pouvoir, tout un « village ou un district. Il n'est d'ailleurs pas indépendant. « Un cacique régional ou provincial, marchand de céréales « ou grand propriétaire, allié ou apparenté au ministre « ou à quelque haut fonctionnaire de Madrid, le tient lui-« même en tutelle » .

Mais comment de telles choses peuvent-elles survivre encore ? Les causes en sont nombreuses sans doute et en tout premier lieu l'inégalité des classes, la répartition des terres, la grande misère et l'analphabétisme des populations rurales peuvent en être les causes principales.

Senador Gomez parlant de cette forme désuète de la production rurale écrivait :

« Le caciquisme est la rente même personnifiée dans « l'individu qui profite de sa magistrature pour exiger « du reste des hommes une soumission complète à la « légalité actuelle et une obéissance aveugle à ses ordres, « sous peine de mort par la faim. La cacique n'est investi « d'aucune autorité par le Ministère de l'Intérieur. Son « crédit, il le reçoit de la rente. Il représente toujours les « intérêts et prérogatives des propriétaires fonciers, même « de ceux qui le sont uniquement dans cette faible propor-« tion qu'on a coutume d'appeler petite propriété. C'est « pourquoi les grands caciques, qui, malgré leur bestiale « ignorance, sont parvenus à s'emparer du gouvernement « de l'Espagne pour établir sur ses ruines l'autocratie « la plus immonde que virent les siècles, proviennent des « régions où la rente est la plus forte et où par conséquent « la terre est la plus esclave ; ils sont galiciens, « du pays « foros, ou andalous, du pays des plus vastes « latifonds». Il n'est pas un pays où le caciquisme ne se soit développé comme en Espagne. C'est en quelque sorte un état pathologique de la vie publique de ce pays, et la comtesse de Pardo Bajan a pu écrire avec sans doute l'exgération qui caractérise ses titres de noblesses : L'oligarchie des notables est le fruit naturel du système parlementaire ».

Mais ce caciquisme s'est en plus augmenté d'une foule d'adhérences qui se sont fixées dans les villes et villages et que l'espagnol a baptisé « tiranos-chicos » .

Ces tyranneaux, espèces de mouchards gouvernementaux jouissaient de privilèges scandaleux en échange de certains concours inavouables qu'ils prêtaient au gouvernement central.

J. Costa dans « Oligarquia y caciquismo » parlant du tirano-chico écrit : « il convertit en terres irriguées les « champs désséchés de ses partisans et il prive d'eau les « terres irriguées de ses ennemis. Il s'empare peu à peu « des propriétés contiguës à ses propres domaines, il se « sert pour les travaux à effectuer dans ses fermes de « la prestation vicinale ; lui-même ne paie pas d'impôts, « bien qu'il possède les meilleurs terres ; ses troupeaux « paissent librement dans les domaines du voisin... Sauf « ces créatures, qui occupent les places de juge municipal, « d'alcade ou de syndic, tous ont à craindre ses rigueurs « et son courroux » .

Le caciquisme comme on peut s'en rendre compte est étroitement lié à la situation générale du pays.

L'omnipotence du « cacique » a été d'une désastreuse démoralisation et certes un ferment dans la lutte, et c'est avec un profond sens de cette situation politique et sociale que le professeur Azcarate a qualifié le caciquisme de « féodalisme d'un nouveau genre, cent fois plus répugnant que le féodalisme guerrier du moyen-âge » .

Tous les gouvernements qui se sont succédés durant ces siècles derniers ont certes dans le maintien de cette aberration, une part de responsabilité très grande.

Mais voyons la situation agraire à la lumière de faits et chiffres..

Le sol est distribué en Espagne de la façon suivante : 2% des propriétaires possèdent 67 % du sol, et, 37 % de propriétaires possèdent de un à sept hectares.

Le plus grand propriétaire foncier était sans conteste l'église.

L'Espagne compte trois millions d'ouvriers agricoles. 56 %dé la population espagnole vit de la terre.

Dans le « Financiero » du 18 novembre 1921 on trouvait la répartition suivante des richesses d'Espagne :

Richesse agricole	119.945	millions de	pesetas.
Troupeaux	4.000	»	»
Mines	5.000	»	»
Richesse industrielle	5.000	»	»
Commerce extérieur	3.000	»	»
» » pour cabotage.	1.500	»	»
» » intérieur.	6.000	»	»

Ce tableau est suggestif puisqu'il montre que la rente foncière est ce qui domine et de beaucoup, toutes les autres réunies.

Dans les provinces d'Albacete nous trouvons 218 propriétés de plus de 1.000 hectares, tandis que celles de Badajoz, Cuidad Real, Salamanque et Séville se répartissent respectivement 202, 271, 328, 139 propriétés de plus de 1.000 hectares.

Pour l'Estrémadure et l'Andalousie, nous relevons ces statistiques :

				Hectares	Moy. en H
Estrémadure.					
Prov. de Badajoz.	37	propr.	se partagent	87.912	2.376
» Caceres	12	—	—	93.123	7.760
Andalousie.					
Prov. d'Almeria	5	—	—	10.660	2.132
» de Jaen	20	—	—	47.438	2.372
» de Malaga	6	—	—	15.890	2.648
» de Grenade	6	—	—	24.541	4.090
» de Cordoue	10	—	—	19.066	1.906
» de Séville	12	—	—	16.366	1.361
» de Cadix	31	—	—	57.775	1.702

La terre pour tous était loin d'être une réalité au pays de Cervantès.

91 % des propriétaires possèdent moins de 10 hectares. 1.173.000 occupent 6 millions d'hectares contre 103.000 grands seigneurs qui en possèdent 12 millions. A côté de ces privilégiés un million possèdent au total la moitié des cent mille propriétaires et enfin 4 à 5 millions de travailleurs des champs ne possèdent rien, ils ont droit seulement à louer leurs bras quand on en a besoin et toujours au rabais.

Voulez-vous un aperçu de la puissance seigneuriale.

Le duc de Medinaceli possède 95.000 hectares, c'est-à-dire deux fois la superficie de la Seine.

Ces autres statistiques sont également significatives, ce sont celles des terrains incultes :

Dans la région de Soria	76%
» » Valence	65
» » Huelva	64
» » Valence et Castillon	62
» » Valladolid	10
» » Salamanque	11
» » Palencia	8

Le tableau ci-après vous aidera à saisir ce phénomène de la famine qui sévit à l'état endémique, il montre combien est restreinte l'étendue cultivée par les petits propriétaires.

Provinces de	Paysans Pet. prop.	ferm.	Superf. de la terre cult. Pet. prop.	ferm.
Caceres ...	93,74%	6,07%	44,20%	55,24%
Badajoz ...	68,36	24,77	51,73	43,22
Cindad Real	80,98	14,78	57,81	39,10
Séville	91,65	8,33	68,51	81,03
Murcie	77,05	7,58	49	27,04
Malaga	79,38	18,02	53,85	43
Grenade ...	58,27	37,87	49,09	45,58
Jaën	96,36	3,05	73,26	23,50
Cordoue ...	83,45	10,05	62,02	31,64

Et les conditions de vie ? Elles sont plus que misérables. Les salaires varient entre 3 et 5 pesetas pour des journées de 12 à 14 heures, les femmes touchent de 1 franc 25 à 2 francs 50, les enfants 0 franc 50. L'ouvrier agricole en plus travaille à 160 ou 190 kilomètres du lieu où réside sa famille.

Au sujet des salaires voici quelques données établies par province :

	Hommes	Femmes
Badajoz	3.50 à 5.50	
Cordoue	2. » à 7.50	1. » à 2. »
Cuidad Real.....	2.50 à 8. »	1.50 à 4. »

Grenade	3.75 à 4.50	1.50 à 1.75
Malaga	3.50 à 5.50	1.75 à 3. »
Séville	5. » à 8. »	1.75 à 3. »
Tolède	3. » à 4. »	1. » à 1.50

Il faut tenir compte également que les brazos chôment environ cinq mois et au village la vie coûte plus que dans les villes.

Quelle misère à côté de cette opulence. L'hiver de 1931, on a enregistré certains mois 200.000 chômeurs agricoles en Estrémadure et en Andalousie.

Sur 132.000 ouvriers agricoles de la province de Séville 10.000 seulement étaient fixes, les autres attendaient pour louer leurs bras. L'occasion ne vient pas toujours, alors...

« Certains villages, écrivent Germaine Picard, Moch et « Jules Moch dans leur livre l'Espagne Républicaine, « dans les régions les plus pauvres notamment en bordure « de la frontière portugaise, ne connaissent d'autre nour- « riture que le pain trempé dans l'huile... Encore une « mère confiait-elle à un de nos amis qu'elle n'achetait son « pain qu'une fois, par semaine, bien que voisine du « boulanger : « sinon, si je prenais tous les jours du pain « frais, les enfants en mangeraient plus volontiers et je « n'en pourrais acheter assez ; surtout que mon plus jeune « n'aime pas l'huile et mange son pain sec... »

« Terre sans pain », oui ! avec raison on a pu donner à un film ce titre, qui est un document d'une poignante réalité de la misère qui sévit dans certaines régions.

Il n'était pas rare de trouver dans les contrats imposés par les grands seigneurs aux ouvriers agricoles des tas de prétentions « hors la loi » qui rendaient esclaves ceux qui étaient obligés de s'incliner si bien que la moralité publique ou privée, le manque de sentiments religieux, le manque de respect à l'égard des familles des seigneurs devenaient objets de renvoi.

On se croirait en des siècles à jamais révolus. Qui connaissait l'Espagne, pouvait donc s'imaginer les difficultés que la nouvelle République allait rencontrer, mise devant l'obligation d'apporter une solution au problème agraire.

La domination des grands propriétaires fut le symbole de la monarchie, la République de 1931 comme celle de 1873 d'ailleurs, promirent la terre aux travailleurs. Entre

la promesse et la réalisation il y a l'abîme des réalités et du vouloir, des possibilités et des désirs, mais certain jour la colère vint et des révoltes sont nées.

Cependant, toutes les réformes agraires apportées par les lois de 1855-1866, comme celles de 1907, 1919, 1926 et 1927 restaient insuffisantes pour calmer la faim de tout ce peuple au travail.

En 1873, la République, faute de n'avoir pas réalisé la réforme agraire, périt ; celle de 1931 tenta sa chance également et se heurta à trop de difficultés. Elle devait traverser les crises qui la conduisaient à deux pas de sa perte, car ce ne fut pas la séance du 9 septembre 1932 qui mit fin à cet état de chose éhonté. Les miséreux n'ont fait qu'un trop long crédit à ce nouveau projet qu'apportait l'institut de réformes agraires. N'ont-ils pas eu raison ?

A quoi bon invoquer la loi votée en 1932, puisque son application était loin de donner les résultats espérés.

Au sujet de ce beau projet, Pascual Carrion, ingénieur agronome, disait qu'il laissait beaucoup à désirer. Sa réalisation n'avance guère. Les partis politiques présentent chacun leurs programmes agraires, beaux morceaux de littérature, peut-être, mais ils ne donnent point du pain aux centaines de milliers de paysans qui continuent à vivre dans une misère noire.

Au sujet de « réforme » agraire je reporte le lecteur à la page où j'ai donné la résolution du Congrès de la C.N.T. en juin 1931. Sans doute un institut de réforme agraire fut constitué, mais quoique autonome, il se substituait à l'Etat, sa lourde machine était à peine en branle que des événements intérieurs venaient renverser tous les projets. Je doute d'ailleurs que cet institut ait pu réaliser quelque chose de positif, malgré les bureaux merveilleux, le matériel, dernier cri, les fichiers type Cardex... car le paysan attendait toujours son pain et sa liberté.

M. Alvares avait raison de déclarer :

« Un des plus grands soucis de tout politicien, c'est le « problème de la terre; à défaut d'une juste solution de « ce problème, nous ne réaliserons pas la paix sociale. »

Mais il est un autre point qu'on ne peut taire lorsqu'on parle du problème agraire espagnol, c'est celui de l'irrigation.

C'est ici que se heurtèrent aux réalités pratiques les gouvernements, car les politiciens toujours empressés de promettre, voire de réaliser quand ce sont des projets sur le papier, se défilent devant les responsabilités à prendre pour l'exécution de grands travaux.

Alors on invoqua le manque d'argent, cependant qu'on en trouve toujours pour entretenir la caste militaire ou les forces répressives de police et de gardia civile. En Espagne quand le paysan réclame son droit à la vie, on lui envoie de la mitraille au ventre, ainsi se résoud la question sociale, mais ainsi également se crée la psychose favorable à la naissance des révoltes. Il fallait bien qu'un jour elles triomphent. C'est fait.

Parlant de cette question, P. Ganivet, dans son étude « L'Espagne au tournant », écrit :

« On s'imagine trop à l'étranger que l'Espagne, surtout « les contrées du Sud et du Sud-Est, sont une sorte de « paradis. On sait mal que la Péninsule est un rocher « brûlé par le soleil, en grande partie aride, sans eau ni « bois, souffrant d'énormes écarts de température.

« Les propriétaires, pour accroître l'aire emblavée, for- « cer la production des céréales, ont fait la guerre aux « arbres. Puis, les plaines épuisées firent place aux steppes « dès l'instant où pour développer davantage le chiffre « des revenus, les propriétaires poussèrent à l'extrême « l'élevage du mouton, transhumant qui ne laisse après lui « que le désert immense et morne.

« L'abondance des terres pauvres ayant besoin d'engrais « et d'irrigation est, avec la mauvaise distribution de la « propriété, le facteur de la décadence agricole de l'Espa- « gne. Dans certains endroits de la province de Murcie, « il n'est tombé que 27 millimètres d'eau de pluie en 1931; « le lit des rivières est complètement à sec. On aura une « idée de la gravité du problème de l'eau en Espagne, « quand on se rappellera qu'en Europe la chute annuelle « d'eau de pluie est de 575 millimètres dans les plaines « et de 1.750 millimètres dans les contrées montagneuses. »

Et le même auteur rapporte qu'en août 1931 « on payait « à Lorca 0,40 pesetas le mètre cube d'eau destiné à l'irri-

« gation. Et 4.000 mètres cubes d'eau sont nécessaires à « l'hectare et par an pour la vigne, 3.000 mètres cubes « pour le blé ».

« Ces travaux d'irrigation indispensables qui les entre- « prendra ? Ce ne saurait être les braceros, trop pauvres « même pour se bâtir des masures plus saines ou se nour- « rir à leur faim ; ni les propriétaires absentéistes qui ne « veulent rien distraire de leur fortune, se refusant à « modifier l'état actuel des choses, si désastreux fût-il pour « la collectivité et préfèrent laisser leurs champs en friche « ou pratiquer l'élevage des taureaux et des moutons. »

Les événements de juillet 1936 allaient donner l'occasion tant attendue au paysan de se libérer — dans certaines régions tout au moins — de tout ce passé moyenâgeux qui l'oppressait en le rendant esclave des maîtres et seigneurs du village.

Incontestablement un des aspects qui révèle le mieux la capacité constructive du peuple espagnol, c'est de voir ce problème primordial, le problème agraire, préoccuper d'une façon constante les bâtisseurs de la vie sociale nouvelle d'Espagne.

Depuis le 23 octobre dernier, la terre est devenue propriété absolue des municipalités, laissant cependant les parcelles indispensables en usufruit à ceux qui n'étaient pas disposés à travailler en collectivité.

Voici donc une nouvelle modalité de vie municipale qui est née. Elle est riche de possibilités à venir et donnera naissance vraisemblablement à un droit nouveau.

Les travailleurs eux-mêmes construiront une vie économique en accord avec leurs propres pensées et marquant aussi une nouvelle étape dans cette marche ascendante du prolétariat vers toujours plus de liberté et de bonheur.

« Fragua Social », parlant du paysan comme un prodigieux élément de rébellion, a donné cette belle page de psychologie qui ne manquera point de faire comprendre tout l'espoir qu'on peut garder de l'avenir de la révolution. La Catalogne et l'Aragon plus particulièrement donnent au monde un « nouveau code économique ».

« Quand le paysan s'explique il est clair qu'il sait ce « qu'il veut; quand il réplique, il démontre la foi mise « par lui en ce qu'il a réalisé. Jusqu'à présent, pour

« n'avoir pas su exprimer ce qu'il sentait, pour n'avoir « pas su aller au-devant du travail des autres, autour du « paysannat, beaucoup ont pu croire que le paysan tra- « vaillait, animé seulement par un désir d'amélioration « immédiate et sans tenir compte de l'avenir. Ce n'est « pas cela. Ici se pose en premier lieu une des carac- « téristiques du paysan : souhaiter, vivre, travailler « pour l'avenir. Ses regards sont posés sur ce qui doit « mûrir, germer, fleurir. Tous ses espoirs sont dans le tra- « vail qu'il réalise. En cela même s'oriente son illusion et « son labeur pour le perfectionnement économico-social.

« Les paysans repoussent avec une certitude qu'ils ont « durement acquise, la politique habile qui cherche à dis- « traire leur conscience en éveil, qui poursuit aussi une « indépendance et une personnalité qui la font essentielle- « ment anti-politique. Il faut les entendre juger les efforts « maladroits que, pour les attirer, réalisent, usant des « mêmes topiques, prometteurs de ponts, de ruisseaux, les « courtiers de l'absurde politique d'hier et de toujours.

« Chez les uns le sourire donne la sensation d'une cons- « cience qui n'espère rien que de son propre effort. D'au- « très ont des gestes d'indignation en rappelant les men- « songes cyniques, la condition dans laquelle la politique « essayait de les maintenir. Respectons cette juste indi- « gnation, aujourd'hui mal contenue, devant les manœuvres « de ceux qui voudraient encore leur marchander initia- « tive et liberté. Assez de manœuvres politiques disent- « ils. N'allons pas perdre patience ! La faute n'en serait « pas aux paysans. Trop souvent il en a été ainsi. Les « politiciens doivent savoir que la Révolution ne tolèrera « pas de coin qui ne soit net; le jour se fera sur toutes « les choses, sur tous les faits. Les paysans sont alertés « pour répondre à certains écrits pleins de menaces.

« Respectons leur colère ! Qui sait combien de temps « elle a été contenue ! Eux savent à quoi ils font allusion, « nous, nous le soupçonnons. Nous regrettons qu'on essaie « encore d'imposer ce qui ne tient plus, ce qui n'a plus « qu'une vie éphémère et misérable dans ce pays et même « dans le monde entier, qui comprend le but de la politi- « que générale, qui connaît dans toute son horreur son

« dernier motif : le fascisme que la politique met en jeu « sans scrupules pour dévier et dominer les plus nobles « aspirations de l'homme. »

LE CAPITALISME INTERNATIONAL DEVANT L'ESPAGNE RÉVOLUTIONNAIRE

La situation de l'Espagne révolutionnaire n'a pas cessé d'inquiéter le capitalisme international dont de puissants intérêts menacent d'être engloutis dans les transformations qui, lentement sans doute, et au travers de bien des difficultés s'opèrent dans l'économie espagnole.

Il est intéressant d'examiner l'importance de ce capitalisme et le rôle qu'il joue dans la dite économie afin de pouvoir saisir les pressions que ce capitalisme ne manque pas d'exercer, soit par les gourvernements qu'il représente, soit par le canal des Sociétés dites des Nations, soit encore par les campagnes de presse qu'il ne cesse d'alimenter financièrement.

Ainsi, il nous est permis de voir clair dans les événements qui se déroulent depuis le début de juillet 1936 et qui nous ont amené à la situation présente.

Dès le début de la rébellion, on a beaucoup parlé de certain banquier véreux qui fût, paraît-il, le bailleur de fonds de la révolte. Ce Juan March avait déjà fait parler de lui bien avant les événements de juillet et l'ancien Ministre des Finances de la République espagnole, Jaime Carner, l'avait dénoncé avec véhémence aux Cortès Constituantes comme une étrange figure de pirate.

Voici ce que disait de ce condottière le Ministre précité :

« March est un cas extraordinaire; ce n'est ni un ennemi « ni un ami de la République, pas plus qu'il ne fût ni « un ami ni un ennemi de la dictature rivériste et de la « monarchie alphonsiste. March n'est ni l'ami ni l'ennemi « de personne. Pour juger de son intelligence et de ses « conception, il est nécessaire de remonter à certains per- « sonnages médiévaux : c'est une âme du moyen âge avec

« les moyens du vingtième siècle. March est pareil à ces « hommes qui croisaient dans la Méditerranée voici des « centaines d'années et qui n'avaient d'autres ennemis que « ceux qui essayaient de se mettre en travers de leur voie. « Il va son chemin et n'a qu'une seule loi : sa volonté. « Quels furent donc naguère les ennemis de March ? Ils « se nommaient la Compagnie Fermière des Tabacs, « Cambo, Berganini, Bastos. C'étaient à ce moment les « ministres et organismes publics qui mirent des difficul- « tès à la réalisation de ses volontés. Aujourd'hui, ses enne- « mis se nomment Galarza, Prieto, Azaña, moi-même ; « demain, ce sera quelqu'un de vous autres. Celui qui lui « barre la route est son ennemi. Tel est l'homme que je « demande de chasser de cette enceinte. »

Il ne s'agit pas, ayant trouvé un être providentiel, de désirer lui faire porter la croix du calvaire en le sacrant martyr éternel d'une cause, même criminelle. Notre « corrupteur » ne peut prétendre à lui seul être celui qui alimente l'insurrection depuis ses débuts, et même avant.

Ce serait puéril de tenter de détourner de cette façon le problème.

Si Juan March n'est pas le sourcier, il n'en reste pas moins l'âme qui fait affluer vers les organismes de combat l'argent nécessaire à la destruction du peu de liberté dont jouissait le peuple espagnol.

Juan March est le dispensateur des financiers internationaux qui, pour mieux couvrir leur politique, l'utilisent comme impresario. Derrière ce financier, se trouve la haute finance internationale. Démasquons-la !

Pour abattre tout d'abord la démocratie espagnole qui ne donnait plus assez de garanties à la stabilité du régime propriétarisme, Juan March et les banques qui contrôlent Rio Tinto, la Minière des Asturies, etc., etc., se firent commanditaires de l'organisation qui devait contrecarrer la lutte menée par les gauches, en vue d'apporter quelques réformes sociales en Espagne.

Juan March arrosait de son or les fonctionnaires en instance de conspiration dans les cadres gouvernementaux de la nouvelle République. Traduit il y a quelques années devant une commission de responsabilités, après avoir été

chassé du parlement, Juan March ne resta point inactif et devint l'éminence grise des gouvernements qui se succédèrent en Espagne jusqu'en mars 1936.

En vue de conserver le pouvoir, Juan March finança les droites et, par un immense effort d'intimidation, il parvint à subjuguer le parlement. Un jour cependant, il dût se réfugier en France.

Une photo le représentait se promenant dans Paris avec la tranquillité d'un paisible citoyen. Ainsi vont les choses, mais en sera-t-il toujours de même ?

Comme l'écrivant G. Joly dans l'*Œuvre* du 27 juillet 1936 :

« La rébellion militaire, si minutieusement préparée, est « son œuvre; ce sont ses agents qui ont passé les com- « mandes d'armes et de munitions qui parvinrent par la « côte cantabre de la frontière portugaise aux légions « navarraises, léonaises, estramadurienes et sévillanes qui « n'attendaient, déjà mobilisées sur place, que le signal « de la révolte pour s'ébranler. Son fief des Baléares, « Majorque, son fief africain, Ceuta ont été les bases de « départ de l'insurrection. »

Lui-même s'était installé à Biarritz peu de temps avant l'insurrection et c'est là que son compère Gil Robles vint le rejoindre. Juan March se tenait en communication constante avec Londres, Lisbonne, Las Palmas et Melilla. En juillet 1936, le banquier de la sédition, associé aux jésuites, aux carlistes et aux généraux, venait de jouer sa dernière carte.

Une autre figure du monde financier apporte également sa part dans l'organisation de la servitude financière livrant son propre pays au pillage international : c'est Cambo.

Solidaridad Obrera du 7 février 1937 parlant des antécédents du drame espagnol, révélait les manœuvres politico-bancaires du financier Cambo, un des plus fieffés coquins de la Catalogne.

Ancien ministre des Finances, politicien cynique, ce représentant de la ploutocratie internationale ose aujourd'hui parler de justice prostituée, lui qui soudoya les Martinez Anidó et sa bande, lui qui paya une armée de sicaires pour se débarrasser des militants de la C.N.T.-F.A.I. !

Tels sont les hommes, les Juan March et les Cambó, qui

aujourd'hui se réclament, au nom d'un patriotisme frelaté, comme étant les vrais d'Espagne. On sait ce que cache leur sincérité de financiers.

« Les relations de la ploutocratie et de ses agents surprennent les moins impressionnables, mais en aucun pays l'on atteignit la situation créée en Espagne il y a quelques années. Une combinaison de politiciens et de financiers accentuait l'inconsistance de l'échiquier sur lequel on prétendait représenter la farce de gouverner. Une manœuvre de Cambó, épisode à ajouter à la lutte implacable avec Santiago Alba, avait fait échouer le très pondéré gouvernement national, et un autre coup de Jarnac vint à bout de celui présidé par Alendesalazar en août 1921.

Le 14 août 1921, se forme un cabinet Maura avec La Cierva à la guerre et Cambó aux finances. Le nouveau cabinet prêta serment, à l'exception de Cambó qui était en voyage pour se remettre du surmenage motivé par la constitution de la C.H.A.D.E., inaugurée en juin 1920 et des ennuis causés par la faillite de la Banco de Barcelona, le 26 décembre 1920.

Evidemment, Cambó, le super-financier qui venait de constituer la C.H.A.D.E., présidé par Comillas, administrateur de la Banco de Barcelona, en faillite malgré le volumineux paquet d'actions reçues, était gêné pour accepter les finances. Cambó passa à Hambourg et Bruxelles prendre conseil auprès de Heinemann qui lui dit d'accepter. Toujours sentimental quand il s'agit d'argent, il revint à Madrid pour tenter de donner confiance aux candidats bourgeois quand aux actions de la C.H.A.D.E.

Le 23 juin, le cabinet ratifiait sa confiance en Martinez Anido, gouverneur civil de Barcelone qui employait la manière forte pour « calmer » les populations ruinées par les faillites bancaires (banques de Barcelone, de Tarrasa et Central). Cambo eut donc à s'occuper de la Banque d'Espagne dont le privilège d'émission venait à échéance le 31 décembre.

La Banque d'Espagne possédait 71 succursales. En 1931, sous Prieto, on consentit l'émission de 6 milliards de pesetas en billets.

Mais revenons à 1921. La loi d'ordonnation bancaire proposée par Cambo à l'instigation du financier allemand Heinemann, constitua un mode de pression inimaginable dans la vie économique. « On ne peut admettre, dit Cambo, que la Banque d'Espagne et la banque privée agissent différemment. » Et subtilement il arrivait à proposer que la Banque d'Espagne ne puisse escompter aucun effet ni effectuer aucune opération sans une « troisième signature bancaire » afin qu'aucun particulier ne put traiter avec la Banque d'Espagne sans passer par la banque privée. Et tandis qu'aux Cortès, Cambó se faisait l'apôtre de « la plus grande Espagne », son second, Ventosa, intriguait à la S.D.N. en faveur des minorités et du peuple catalan, tout cela pour faire mousser son parti, « La Lliga ».

Mais au fond, la proposition de Cambó visait à taper la Banque d'Espagne d'argent frais pour renflouer toutes les banques dont il s'occupait et qui toutes se trouvaient en situation difficile. Il offrait en échange toutes sortes de formules juridiques et de combinaisons inavouables, mais il avait de plus pour but, d'éliminer ensuite la Banque d'Espagne comme concurrente.

Et effectivement, trois conseillers de la banque privée sont intervenus dans le Conseil de la Banque d'Espagne. Et la banque privée, prise de pudeur, s'est toujours refusée à une inspection au nom du secret professionnel. »

Mais Juan March et Cambó ne jouent point seu's leur dernière carte : il y a d'autres cartes et d'autres joueurs.

Pour la compréhension de cette étude qui vise à montrer la pénétration des capitaux étrangers en Espagne et la répercussion de la politique extérieure et intérieure de ce pays, il faut remonter à une dizaine d'années en arrière afin de voir les raisons qui conduisirent à la concentration capitaliste en Espagne.

En janvier 1924, la Banque Internationale de l'Industrie et du Commerce est créée au capital initial de 30 millions de pesetas et nous trouvons dans son Conseil d'Administration des hommes politiques et financiers tels que : Wouters, vice-président de la Banque Belge, le baron Carton de Viart, représentant de la Société Générale de Belgique, Juan Ventosa, représentant la Banque Marsans de Barcelone, le marquis Alonzo Martinez, président de la

Compagnie des Chemins de Fer du Nord de l'Espagne et également du Conseil d'Administration de la dite Banque Internationale.

Sur cette base, viendront bientôt s'asseoir d'autres intérêts internationaux tels que ceux de la filiale de la maison Krupp, qui crée à son tour un trust comprenant cinq importantes entreprises industrielles.

L'Union Navale de Levante comprend entre autres la Maquinaria Terestre y Maritima et la Compagnie Minière de Sierra Menares.

Krupp, par un processus de pénétration très calculé, monopolise presque entièrement la production sidérurgique de l'Espagne.

En effet, le Consortium Krupp se rend maître de l'exploitation minière de la Maison Niérès et avait, en 1924 déjà, le projet d'acquérir les exploitations de la maison Quiros ainsi que les mines de fer de Melilla.

Dans un autre domaine non moins important, nous voyons se créer une Compagnie Téléphonique Internationale où sont représentés les intérêts de la The National City Bank, The International Telephon and Telegraph Corporation, la Banque d'Urquijo et la Banque Hispano-Américaine.

Cette Compagnie s'était rapidement approprié les installations téléphoniques et le matériel de l'Etat, et, bientôt, elle faisait l'acquisition de la totalité des actions de la Compagnie Péninsulaire, de la Madrilène des Téléphones, de la Générale Téléphonique, et achetait les installations de Saragosse, Santander, Malaga, Almeria et Cordoue.

Dans ce processus de concentration capitaliste, la liaison entre la politique économique de l'époque — Primo de Riveira — et celle des industriels allemands et de l'Amérique du Nord est indéniable. De plus, le troisième Reich avait sû se ménager des intérêts dans le Riff et, qui connaît le rôle important que peut jouer dans l'économie allemande le problème des colonies, comprendra les raisons péremptoires qui animent le capitalisme allemand à faire défendre ses intérêts en Espagne. C'est Hitler qui en a la charge aujourd'hui.

De ses dossiers, Lucien Launay, apportant quelques lueurs sur l'Espagne, écrit :

« Le bassin de Huelva, où se trouvent les principales mines de cuivre espagnoles, a été occupé par les troupes du général Franco à la fin d'août. L'exploitation, qui avait cessé le 19 juillet, a repris, et l'on pourrait se féliciter de la situation sans ces damnés transports maritimes qui, à cause des gouvernementaux, ne vont pas du tout (Inf., 28 août 1936). Le 1er septembre, l'*Information* disait : A la suite de l'occupation totale de la région où se trouvent situées les mines de Rio Tinto par les armées insurgées, la Junta de Burgos a ordonné la réquisition de tous les minerais et autres produits des mines, à concurrence des nécessités du ravitaillement des troupes insurgées. Le décret déclare que les droits de la Compagnie seront sauvegardés et que les produits saisis seront strictement payés au prix moyen du marché. »

Il faut comparer, pour bien saisir, non plus les produits, mais l'importance du geste — l'incongruité des gouvernementaux, qui s'emparent des entreprises, et l'on n'aura plus de doutes quant aux sympathies des financiers, orientés par leurs intérêts.

Les cours en Bourse ont d'ailleurs une valeur démonstrative éclatante :

24 août (occupation)	.....	1.013
1er septembre	.....	1.023
3 —	.....	1.040
5 —	.....	1.077
10 —	.....	1.184
15 —	.....	1.245

Est-il évident que la marche en avant des insurgés est favorable aux financiers ? Mais il y un problème : qu'est-ce que le Rio ?

Siège : 3, Lombard Street, Londres. Capital : 3.750.000 livres sterling (environ 281 millions de francs). La hausse de 250 francs environ sur les 450.000 actions ordinaires (il y a en outre 350.000 actions de préférence) représente quelque cent millions de francs...

Voilà une « occupation » assez fructueuse, et comme il y a d'autres sociétés importantes dans la même région, on peut penser que les financiers, les vrais, sont aussi bien

placés que M. Juan March pour consentir de menus sacrifices. Les administrateurs sont des Anglais. Le président est Sir Auckland C. Geddes. »

Solidaridad Obrera publiait à ce sujet, sous le titre : « Le capitalisme étranger veut faire de l'Espagne sa proie » :

« A la tête de ce groupe, figure Juan March, naturellement, pour défendre ses potasses, ses pétroles, son tabac, ses lignes de navigation. Mais March n'est pas seul. Ses millions ne suffisent pas. Il faut être à plusieurs pour gagner une guerre si onéreuse et nous voyons dans la liste que préside March : Sir Auckland Geddes, président de la Compagnie de Rio Tinto, une des richesses les plus importantes du sous-sol espagnol vendu à perpétuité à un prix dérisoire, comme on peut le constater sur les documents du Ministère des Finances, quand José Echegaray fut ministre. Actuellement, on estime la valeur de cette mine à quatre millions de livres sterling. Ses actions sont en hausse depuis 1914. Tout son personnel est anglais, et les mineurs de Nerva, Riotinto et Zalamea sont traités comme des esclaves, ce qui provoqua une des grèves les plus sanglantes d'Andalousie, en 1920.

« La Maison Rothschild, qui avait déjà de gros capitaux investis en Espagne, accrût encore son influence sur les finances de notre pays par son entrée au Rio Tinto. »

Voici maintenant d'autres intérêts :

Compañia de los Caminos de Hierro del Norte de España (Madrid), fondée le 29 décembre 1858. Cette société anonyme fusionne le 13 février 1878 avec la Compagnie des Chemins de fer de Saragosse, Pamplona et Barcelone. Elle comprend à peu près 20 lignes de chemins de fer.

Son capital est de 516.000 actions d'une valeur de 245.100.000 pesetas.

Son matériel, au 31 décembre 1934, comprend :

45 trains électriques, 69 locomotives électriques, 1.178 locomotives à vapeur avec leur outillage, 1.834 voitures voyageurs, 32.363 wagons de toutes sortes, 1.208 tenders.

A cela s'ajoute une réserve provision, amortissement du matériel, pensions et réserves diverses : 146.097.886,42 pesetas.

Les bénéfices réalisés par cette entreprise sont de et pour :

1901	821.260,01 pesetas
1911	15.539.305,95 pesetas
1921	21.693.940,04 pesetas

Il y a donc progression constante, sauf pour 1905, pour 1917-18 et en 1931 les pertes s'accentuent, cependant qu'en 1930 les bénéfices s'élèvent à 21.674.073,88 pesetas.

Au Conseil d'Administration de la Société se trouvent, comme Vice-président Maurice Pereire, et comme administrateur Santiago Pereire. Il y a des intérêts qu'on se refuse à laisser échapper, ce sont les intérêts des deux cents familles de France.

En voici d'autres encore :

La Compañia de los Ferrocarriles de Madrid a Zaragoza y Alicante, constituée en 1857, qui comprend à ce jour 3.670 kilomètres de lignes.

Ses bénéfices se répartissent pour, et en :

1913	23.369.712 pesetas
1923	23.273.730 pesetas
1930	21.138.589 pesetas

Elle possède un matériel, au 31 décembre 1934, de 1.129 locomotives, 1.785 voitures, 1.085 fourgons, 27.507 wagons de toutes sortes.

A son Conseil d'Administration, nous trouvons le baron de Rothschild et, comme administrateur, Auguste Krake Herrero.

La Compañia de los Ferrocarriles de la Carolina y Prolongaciones a son siège à Linares, son capital social est de 3.174.250 pesetas, ses bénéfices s'élèvent, pour et en:

1915	224.374,38 pesetas
1919	64.101,11 pesetas
1934	86.643,22 pesetas

Son Conseil d'Administration est représenté par un vice-président, baron Carton de Viart, et un administrateur secrétaire Handrés Fernandez Hortogs.

Le journal *La Banque de France* écrivait :

« La maison Rothschild a des grandes participations dans les entreprises minières et métallurgiques, notamment la Compagnie de Rio Tinto. »

A ce sujet, Lucien Launay disait :

« Aurait-on pas hasard oublié que les Rothschild ont la main sur les mines de mercure espagnoles ? C'est quelque chose. » *La Journée Industrielle* écrivait, le 10 septembre 1933 : « La production espagnole est toute concentrée dans l'exploitation de la mine de mercure d'Almaden, dans la province de Ciudad-Real, unique au monde par l'abondance de son minerai, par la grande constance et l'uniformité de ses filons. » En 1934, l'Espagne a produit seule 1.160 tonnes contre 630 tonnes pour l'Italie et 532 tonnes pour les Etats-Unis, qui viennent loin derrière.

Après les Compagnies de Chemins de Fer, après la sidérurgie, après les compagnies téléphoniques internationales, voici les mines dont les intérêts sont les plus importants.

Commençons par la Minerva y Metalurgica de Peñarroya. Son siège social est à Paris, 12 place Vendôme. Constituée à Paris en 1881 au capital de 5.000.000 de francs, celui-ci est en 1893 de 6.666.500 francs, en 1910, de 10 mililons, en 1927 de 150 millions et en 1931 de 309.375.000 francs. Les bénéfices sont raisonnables :

en 1910	3.397.069 pesetas
en 1915	9.127.992 pesetas
en 1920	13.810.417 pesetas
en 1926	29.823.367 pesetas
en 1931	10.471.639 pesetas

Comme administrateurs, nous trouvons les Ch. Cahen d'Anvers et R. Cahen d'Anvers, le baron de Rothschild (Robert), Humbert de Wendel, A. Chastel, et le président en est Ch. Heurteau.

La Real Compañia Asturiana de Minas (S.A.) Belga a son siège à Bruxelles, 10, place de la Liberté.

Son capital est de 279 millions de francs. Les bénéfices ne sont pas à dédaigner :

en 1910	5.683.177 pesetas
en 1920	5.160.695 pesetas
en 1926	19.160.752 pesetas
en 1928	18.670.038 pesetas
en 1931	6.870.936 pesetas

Au Conseil d'Administration : C. Hanzeau, président ; vice-président, Juan Perez Caballero ; Auguste Laloux, Paul

Vioschers, M. Nagelsmackers, Ch. Hanzeau, Chevalier, R. de Bauer.

Et enfin voici une autre société : les Mines de Wolfram de Balborraz dont le siège social est à Bruxelles, 66, rue de Namur, fondée le 16 avril 1913. Son territoire s'étend sur une superficie de 63 hectares. Le capital initial est de 1.500.000 francs. Le Conseil d'Administration est composé de MM. R. Rombaut, Jules Mersch, A. Kohne, A. Scailleur.

Tranvias de Barcelona, domicile social Ronda San Pablo 43, constituée le 9 juillet 1925, a pour objet social l'acquisition et l'exploitation des services publics et spécialement les locomotions et transports urbains et interurbains de toutes classes et les opérations en relation avec cet objet.

Son capital social est de 70.000.000 de pesetas. Ses bénéfixes se sont élevés :

pour 1926, à....	6.286.171,85 pesetas
pour 1930, à....	4.072.831,59 pesetas
pour 1934, à....	1.013.819,60 pesetas.

A son Conseil d'Administration, nous trouvons le comte Roger von der Straten-Ponthoz, Charles Thonet, Henri Wauters, tous noms bien belges ou français.

Compañia del Tranvia Electrico de San Sebastian, à Tolosa, domicile Vergara 2, 1ª, San Sebastian, constituée le 28 août 1904, au capital de 1.000.000 de pesetas, qui est porté en juillet 1922 à 1.500.000 pesetas.

Ses bénéfices se montent :

pour 1922, à..... 10.290.93 pesetas,
pour 1930, à..... 38.515,21 pesetas,

avec des pertes en 1932-1933, pour revenir en 1934 aux bénéfices de 38.056,89 pesetas.

Dans son Conseil d'Administration nous trouvons comme administrateur-délégué Luis Van der Hulst, et comme directeur-gérant Augustin Grüle, tous noms essentiellement espagnols, comme on le voit.

La Sociedad Madrileña de Tramvias, dont le domicile social est Magallanes, 3, à Madrid, a été consituée le 13 décembre 1930 au capital de 75.000.000 de pesetas. L'importance des capitaux belges est incontestable. Les bénéfices réalisés s'élèvent à :

pour 1920-21.... 4.155.761,29 pesetas,
pour 1926-27.... 6.009.540,14 pesetas,

pour 1928-29.... 8.441.001,87 pesetas,
pour 1930-31.... 9.136.434,57 pesetas,
pour 1932-33.... 7.476.774,09 pesetas,

avec une distribution de dividende de 8 %.

A son Conseil d'Administration, nous rencontrons des personnalités bien connues du monde financier, entre autres, M. le baron François Empain, Auguste Krahe Herrero, Maurice Despret, Gaston Ithier, Edouard du Roi-Blicquy, Robert Haerens.

Pour les Tranvias de Sevilla S.A., nous rencontrons au Conseil d'Administration Auguste de Schulthess, directeur de la Banque pour Entreprises Electriques, Zürich; Dr. Rodolphe G. Benschdler, administrateur-délégué du Crédit Suisse de Zürich; Rodolphe Luescher, ingénieur, Zürich.

La Compañia de Tranvias y Electricidad de Bilbao a, elle, son domicile à Bruxelles. Elle a été fondée le 5 juillet 1906, au capital de 7.500.000 francs. Ses bénéfices ce sont répartis :

pour 1907 à..... 403.208,92 francs,
pour 1917 à..... 816.403,99 francs,
pour 1926 à..... 3.346.226,06 francs,
pour 1928 à..... 4.187.328,50 francs,

pour retomber durant les années 1932-33 et remonter en 1934 à 2.011.464,76 francs. Son fonds d'amortissement en 1934 était de 8.331.856,27 francs et son fonds de réserve la même année 2.750.000 francs.

Son Conseil d'Administration est essentiellement composé de financiers belges et étrangers, avec quelques noms espagnols pour la bonne présentation de la chose :

Passelecq, baron J. Cassel, comte Crombre, M. Despret, baron L. Greindl, chevalier V. Lagasse de Locht, R. Richard, H. Urbau, E. Weyl.

The Seville Water Works C° Ltd. a son domicile social à Londres, Suffolk House, Laurence Pountney Hill. Elle a été constituée le 2 avril 1883 au capital de 500.000 dollars. Société essentiellement anglaise.

Barcelone Traction Light and Power C° Ltd, domicile social au Canada, Toronto, 357, Bay Sreet, constituée le 12 septembre 1911 au capital de 40 millions de dollars. Son

adresse pour l'Espagne est à Barcelone, 2, plaza Cataluña. Ses bénéfices s'élèvent pour 1934 à 4.527.741,30 dollars Cette société est essentiellement étrangère.

Pour ce qui est de la Compañia du Luz y Fuerza de Levante, dont le siège social est Via Layetana, 30, société constituée le 13 mars 1930 et modifiée le 5 août 1931, nous rencontrons toujours les mêmes têtes de la finance internationale, à savoir :

Charles Francken, Gaston Ithier, Charles Arts, Maurice Passelecq, Henry Urbau et Ernest Weyl.

Voyons maintenant le domaine de l'électricité.

Dans la Compañia Sevillana de Electricidad, nous retrouvons à son Conseil d'Administration : Ed. Barth, Dr. D. Rodolphe, G. Bindschedler.

Et à l'Unión Levantina, à la Sociedad Anónima de Fuerzas Electricas : Dr. Nestor Jacob y de Scholdt.

La Sociedad Española de Construccion Naval, dont le domicile est à Madrid, 27, Bagastandée, le 18 août 1908, au capital de 20 millions de pesetas.

Les fonds de réserve en 1934 s'élèvent à 21.132.136,40 pesetas.

Les bénéfices sont :

pour 1910..... 1.046.156,40 pesetas,
1916..... 1.054.146,63 pesetas,
1918..... 3.867.499,46 pesetas,
1924..... 5.232.523,16 pesetas,
1928..... 6.106.436,48 pesetas,
1933..... 11.070.197,91 pesetas,

A son Conseil d'Administration, nous trouvons son Excellence Sir Bazil Zhaharoff, et c'est tout dire.

La Compañia Hispano Americana de Electricidad, dont le domicile est à Madrid, avenida Conde de Peñalver 8-10, a été fondée le 22 juin 1920 avec l'appui des Banques de Barcelone, Viscaya, Urquijo, Banque Centrale, etc., etc., et la société allemande Deutsch-Ueberseeische Elektrizitaets Gesellschaft au capital de 120 millions de pesetas.

Cette société est d'une importance extraordinaire. Elle comprend en plus une supercentrale à Buenos-Aires.

La participation est universelle si l'on en juge par les noms de ces sociétés qui sont propriétés ou contrôlées par l'Hispano-Americana:

Electricité de Buenos-Aires et Succursale de Avellaneda, Compagnie de l'Electricité de la province de Buenos-Aires, Compagnie du Gaz de la Plata, de Berual.

Elle a d'importantes participations dans la Société Financière de Transports et Entreprises Industrielles Sofina, la Société Int. d'Energie Hydroélectrique (Sidro), Centrales Electriques de l'Entre Sambre et Meuse et de la région de Malmédy-Auvelais, la « Gesellschaft fuer Elektrische Unternehmungen Ludwig Loewe & S., Canadian International Light & Power Investments Ltd., Elektrizitaets-Werk Suedwest, etc., etc.

Les bénéfices nets se sont élevés pour :

1920 à	32.844.023	epsetas,
1923 à	66.240.927	pesetas,
1926 à	95.479.015	pesetas,
1928 à	114.670.761	pesetas.

Dès 1929, ses bénéfices en pesetas-or s'inscrivent pour :

1929 à	120.756.628	pesetas,
1932 à	76.764.909	pesetas,
1934 à	62.548.004	pesetas.

Dans son Conseil d'Administration, on retrouve toute la fine fleur du monde financier international et son président n'est autre que le F. de A. Cambo y Battle, puis citons Daniel Heinemann, Dr. R. G. Bindschler, Ed. Barth, Maurice Book (France), German Buescher, Lucien Janlet, Alf. Lombard, Jean Parmentier, Dr. H. Stoll, Ernest Weyl.

De quoi constituer une internationale puissante qui, par ses ramifications dans les diverses sociétés du pays où ils vivent, peuvent passer sur les hommes politiques dirigeants et déterminer ainsi des interventions en faveur de tel ou tel, ou proner une neutralité favorable à l'équilibre des forces en présence en Espagne afin de sauver les intérêts du monde financier.

Industrias Mecánicas S.A., Carretera del Port, 33, Barcelona, fondée en 1913, a dans son Conseil d'Administration Ramón de Montagut, Valéry Cousin, Raoul Richard, René de Bruyn, André Schoenmaekers.

L'Unión Española de Fábricas de Abonos de Productos Quimicos y de Superfosfatos a son domicile social à Paris, rue Saint-Lazare. Cette société a été fondée le 6 mai 1910. Elle a à ce jour un capital de 20 millions de francs.

Au Conseil d'Administration, nous trouvons Henry de Peyerimhoff, Thomas, Ansbacher, Léon Jenouvrier, Aber Jugue, le vicomte de Montereux, Louis de Maniquet.

L'Unión Española de Explosivos dont le domicile est à Bilbao, a été fondée le 16 mars 1896, au capital de 25.000.000 de pesetas pour être porté le 4 mars 1922 à 30.000.000 et le 22 février 1926 à 60.000.000 de pesetas.

Son fonds de réserve en 1934 était de 25.557.399,79 pesetas et celui de prévision 15.242.600,21 pesetas. Ses bénéfices s'élèvent pour :

1896, à	1.441.629.72 pesetas,
1900, à	2.639.152,56 pesetas,
1906, à	4.497.854,22 pesetas,
1916, à	4.802.957,26 pesetas,
1920, à	5.675.511,51 pesetas,
1926, à	8.038.746,59 pesetas,
1928, à	19.657.992,82 pesetas,
1930, à	16.528.553,78 pesetas,
1934, à	16.104.873,38 pesetas.

Les dividendes ont été pour 1896 de 27,50 % pesetas ; 1900, 50 % pesetas ; 1906, 16 % pesetas ; 1928, 27,50 % ; 1930, 23 % ; 1934, 23 %.

Pendant l'année 1934, il a été distribué au Conseil d'Administration, selon les statuts, 805.243,65 pesetas.

C'est là une usine qui n'a guère chômé, comme on voit.

A son Conseil d'Administration, nous trouvons René Chalbaud, D. E. J. Barbier, D. Manuel Chalbaud, Frédéric Ledoux, Remigio Thiébaut.

Et les mêmes se retrouvent à la Société Industria Comercio y Mineria, fondée au capital social de 20 millions de pesetas.

Pour les textiles, nous trouvons à la Seda de Barcelona, S.A., au Conseil d'Administration, Chs. Stulemeijer-Breda, Prof. Dr. H. R. Virenyt-Utrecht, Jhr. D. F. Renclin de Rotterdam.

Cette société a été fondée le 23 mai 1925 au capital de 10 millions de pesetas, élevé en 1929 à 14.500.000 pesetas et a réalisé en 1933 730.000 pesetas de bénéfices contre 810.906 en 1934.

Pour ce qui est du textile, les capitaux sont en grande partie catalans ou espagnols, et peut-être par truchement des banques y a-t-il apport de capitaux étrangers.

Les hôtels eux-mêmes ont subi l'envahissement des capitaux étrangers. L'Hôtel Ritz de Madrid a dans son Conseil d'Administration les deux Marquet (père et fils), D. Victor Ernst. Les bilans d'exploitation sont plutôt déficitaires : depuis 1932, 24.000 francs ; 1933, 113.000 francs ; 1934, 132.000 francs; tandis qu'au début, 1915, on enregistrait 140.000 francs de bénéfice et 152.000 en 1916. Ils iront toujours en diminuant depuis lors.

Le Madrid Palace Hôtel, dont le domicile social est 5, avenue du Boulevard, à Bruxelles, semble mieux se porter.

Fondée le 10 juin 1910, la société enregistra pour 1912-13 un bénéfice de 218.080 francs, porté en 1918-19 à 1.771.025 francs et à 5.149.547 francs en 1920-21, pour retomber en 1924-25 à 2.887.446 francs et repartir en 1927-28 à 7.760.484 francs et à 5.988.389 francs en 1929-30. Puis les bénéfices tombent en 1930-31 à 363-741 francs.

A la présidence du Conseil d'Administration nous trouvons Georges Marquet et comme administrateurs G. Dewespelaere, E. Brouvet, Coomans, J. Meiser, P. Wautermanns.

Jetons un rapide examen sur quelques autres branches :

La Sociedad Petrolifera Española, constituée le 11 décembre 1920 au capital de 25 millions, s'administre par un Conseil dans lequel se trouve Sir Reginal Mac Leod.

Siemens Industria Eléctrica, S. A., constituée le 21 juin 1930.

La Unión y el Fenix Español, au capital de 12 millions de pesetas, trouve à son Conseil d'Administration Alfred Pereire, D. H. Bertrand, Alf. Lambert Ribot.

A la Sociedad Financiera de Industrias y Transportes, on trouve Willy Menschaert, Darnie Herneman.

Au Palais de la Nouveauté, S. A., Fernando 27, à Barcelona, nous trouvons comme président et gérant D. G. H. Fechtenburg.

Au Parlophon, Enrique Effle et Reinhaud Loewenstein.

La S. A. Verreries Espagnoles a été constituée à Bruxelles en 1900 par Maurice et Léon de Bouker, avec, comme administrateurs, G. Boceuze, J. Preüet, P. Flateau, G. d'Escures.

Si l'on examine toutes les statistiques rapportées ici, on constate que, depuis 1931, les bénéfices des sociétés, à quelques rares exceptions près sont en décroissance.

Or, c'est en 1931 qu'est proclamée la république bourgeoise et, avec les hauts et des bas, une sensible possibilité de liberté dans la lutte pour l'amélioration des conditions de vie se dessine.

Des grèves n'ont pas cessé de surgir, les salaires furent augmentés, le capitalisme vit son autorité décroître et ses profits diminuer. Il était normal que le capitalisme escompte la victoire des rebelles pour rentrer dans une normalité profitable à ses desseins.

Tant d'intérêts sont en jeu pour le capitalisme, qu'il ne se refuse aucunement à quelques sacrifices de subventions en vue de profits plantureux de demain.

Mais la lutte a ses revers, et ceux-ci se déroulent parfois sur un plan tout autre que celui prévu. Demain seul nous dira ce qu'il en adviendra.

Comme on a pu s'en rendre compte par les dossiers apportés au cours de l'exposé qui précède, l'Espagne a été la proie d'une armée de fripouilles internationales et ce pillage a été organisé d'une maîtresse façon par la finance espagnole.

Jusqu'au 19 juillet 1936, l'essentiel de l'industrie espagnole était contrôlé par quelques sociétés étrangères. Dans sa totalité, la richesse du sol espagnol appartenait à quelques potentats. Rien d'étonnant qu'ils aient une grande influence sur la guerre puisqu'ils aident directement les fascistes par le moyen de la presse qui soutient une propagande inique, à base de calomnies et de mensonges.

Les plus grandes affaires étaient donc contrôlées par des « trusts internationaux ».

Il n'y a pas un domaine où la finance internationale n'ait planté son drapeau. Partout elle s'est infiltrée, profitant, si l'on peut dire, d'une certaine paresse des industriels espagnols, si bien qu'aujourd'hui, elle dresse ses tentacules dans toute l'économie du pays et, forcément, par un processus inévitable, s'est intégrée à la finance de l'Espagne pour faire un bloc puissant et indestructible.

Aujourd'hui, la situation créée par les événements de juillet met en péril le bloc tout entier. Seule, la finance

espagnole serait incapable de résister à la vague révolutionnaire qui déferle à travers toute l'Espagne; aidée de la finance internationale, la lutte prend un caractère tout autre, et sa liquidation sera longue et rude.

On s'est imaginé, à tort incontestablement, et l'exposé des faits qui précèdent le démontre d'une façon péremptoire, que les intérêts des interventions hitlériennes ou mussoliniennes de même que celles des états démocratiques, étaient déterminées par des raisons de doctrines, voir de prestige.

Sans contester que d'un point de vue d'ordre intérieur, certains dictateurs de droite ou de gauche soient intéressés à la victoire d'un clan ou d'un autre, il est indéniable qu'il s'agit avant tout, dans le complot espagnol, d'intérêts économiques.

Les motifs dits idéologiques ne passent qu'au second plan, l'aventure est avant tout d'ordre matériel et les fascistes, par leurs interventions brutales ou les démocrates par leur neutralité conditionnée, visent surtout les richesses du sol espagnol ou défendent les capitaux investis dans les industries espagnoles.

Depuis le début des hostilités, le peuple espagnol est victime, d'une part, d'une intervention étrangère (allemande et italienne) et, d'autre part, d'une neutralité qui, en réalité, est une intervention passive.

La finance internationale mise sur les deux tableaux. Il serait bien désillusionné celui qui espérerait, dans la structure d'un monde capitaliste, voir une aide là où il n'y a que complicité.

La colonisation de l'Espagne par les capitalismes étrangers, c'est en celà que réside la vraie position des uns et des autres : le reste n'est qu'hypocrisie, derrière laquelle se cache l'immense source des bénéfices perdus ou à conquérir du capitalisme international.

Que faut-il conclure de toute cette documentation ?

C'est qu'elle montre les relations internationales de la finance et de l'industrie !

Elle doit nous aider à voir clair dans la politique faite par les pays qui ont des intérêts puissants en Espagne.

L'intervention allemande et italienne, en plus d'avoir des visées particulières d'impérialismes nouveaux et de propagande naziste ou fasciste, visent en ordre principal à sauvegarder les intérêts d'un capitalisme. Que ce dernier se serve de l'expression politique qui a cours dans ces pays, rien de plus naturel. C'est donc dans la logique des choses que ces deux pays aient porté leurs interventions officieuses, sinon officielles, sur le plan direct dès le début des événements, mais c'est commettre un erreur profonde de ne voir là qu'une intervention politique, là où il y a la finance et l'industrie.

Les révolutionnaires d'Espagne se doivent de dénoncer l'intervention hitlérienne et fasciste sur un plan réel, c'est-à-dire la défense des intérêts capitalistes de ces pays, interventionnistes qui défendent leur capitalisme menacé dans ses sources vives. Et la chose est d'autant plus certaine que les zones particulièrement visées par les insurgés enferment des usines et des mines administrées par des intérêts allemands, voir italiens.

Mais les révolutionnaires ne peuvent s'illusionner sur la non-intervention des gouvernements ayant une représentation démocratique, tels ceux de France et d'Angleterre en particulier.

Si le problème semble plus complexe pour ces pays, la situation est identique. Seulement, elle est moins cynique. On lui donne une certaine forme d'élégance, on trouve à biaiser en prenant les devants par une déclaration de neutralité qui spécule sur l'esprit pacifique de ces pays.

Prisonniers d'une proposition première, désirée et recherchée pour l'opinion publique de ces deux pays, le gouvernement du front populaire français acceptait de faire le jeu, sur le plan de la politique intérieure, du capitalisme français et, pour ce qui est de la politique extérieure du fascisme international, la neutralité était observée à la letire d'une part et ne l'était nullement de l'autre.

Qu'on se souvienne que, dès le début du mouvement en Espagne, le parti communiste de ce pays fit des déclarations pour le moins sensationnelles, puisqu'il affirmait ne lutter que contre le fascisme pour la défense de la république démocratique et du front populaire et déclarait respecter la propriété afin de ne pas effrayer les détenteurs

des privilèges français investis dans l'économie espagnole.

Tout ce qu'on réussit à obtenir de cette France fut la neutralité et l'on sait aujourd'hui ce que cela a signifié pour l'Espagne et, demain sans doute, on soupèsera tout le tragique de cette politique.

Il était normal que le monde capitaliste adhère entièrement à ce pacte de neutralité pour ce qui est des pays à représentation démocratique, laissant aux pays totalitaires le soin d'avoir une politique plus énergique qui se traduisait dès la première heure par une aide efficace aux insurgés.

Le capitalisme international jouait ainsi double jeu et sauvait ses privilèges.

Ce fut l'erreur du début de porter la lutte sur un plan antifasciste au lieu de se situer nettement et d'attaquer les forces capitalistes, mais cela ne cadrait point avec certaines politiques dites de gauche, qui préféraient poursuivre une agitation visant à entretenir une lutte contre l'hitlérisme, c'est-à-dire contre l'Allemagne, en utilisant l'esprit antifasciste des masses populaires des gouvernements démocratiques.

Le prolétariat espagnol n'a pas fini de s'étonner de l'indifférence des pays de qui il escomptait une aide, et même, si l'on veut pousser les choses à fond, qui escomptait une aide du prolétariat de ces pays qui, par suite de toute une série de circonstances dues à la politique intérieure de leurs gouvernements, ont partie liée au régime et à sa stabilité, et, de ce fait, ne peuvent en rien influencer leurs représentants qui, pour éviter des crises ministérielles, ne peuvent faire autre chose que de défendre le régime qui les utilise.

Il aurait été plus net de placer le problème sous son véritable angle, c'est-à-dire la lutte contre le capitalisme international et dans ce cas, le prolétariat se serait rendu compte de pourquoi et pour qui il luttait. Le peuple espagnol n'aurait pas dû enregistrer la désillusion d'une neutralité criminelle et d'un concours qui s'avère de plus en plus n'être en rien efficace pour aider le prolétariat espagnol à vaincre son ennemi, le fascisme des Franco et des Mola serviteurs patentés du capitalisme international.

Ainsi posée, la lutte aurait revêtu un caractère essentiellement révolutionnaire et n'aurait pas amené les compromissions dont, aujourd'hui déjà, il faut enregistrer les résultats néfastes.

Le capitalisme nous a donné une nouvelle leçon de force et de cohésion, son internationalisme s'est révélé à la hauteur des circonstances et tel que nous n'avions cessé de le proclamer.

Pourquoi, l'heure venue, avons-nous accepté cet envoûtement, nous laissant subjuger par une lutte du moment, perdant de vue l'essentiel, c'est-à-dire la lutte sur un plan international contre le capitalisme.

Il est donc dangereux d'enfermer la lutte qui se déroule en Espagne dans les frontières étroites de la défense de la démocratie. Il est criminel de parler de guerre pour la guerre, sans compléter le sens de ces événements par le seul qualificatif qu'ils doivent avoir : RÉVOLUTION.

Interpréter ainsi la situation, c'est transformer les buts que s'assigne un prolétariat en lutte pour son émancipation, vers des fins qui ne peuvent être que préjudiciables à son émancipation intégrale.

On renouvelle la grande duperie de la guerre du droit et de la civilisation des années 1914-18.

Novembre 36-*Janvier* 37.

Quelques camarades se sont plaints de ne pas avoir reçu le N° 179. En réalité c'est de notre faute : les mois d'Octobre et Novembre 1937 doivent être numérotés 178-179 au lieu de 177-178.

Croître et multiplier, c'est la Guerre !

par Manuel DEVALDES

Préface de Victor MARGUERITTE

Prix 15 fr. 75 franco recommandé.

Voilà un livre unique, car on chercherait en vain, dans le monde entier, un ouvrage exposant scientifiquement le déterminisme de la guerre et déduisant de la cause même de celle-ci les moyens propres à l'abolir. « *Croître et multiplier, c'est la guerre ! :* axiome irréfutable », dit, dans une éloquente préface, le grand pacifiste Victor Margueritte. « Jamais, depuis la fameuse attestation de Malthus, plus éclatante vérité n'a été plus scientifiquement, plus complètement démontrée. » Manuel Devaldès, par ce livre, se flatte en effet d'introduire dans la politique internationale le pacifisme *scientifique*. En 320 pages fortement documentées, après avoir fait ressortir l'ignorance générale des vraies causes de la guerre, il décrit le processus biologique et psychologique de cette dernière, en le prenant à sa source : dans la surpopulation, dans la vie sexuelle de l'humanité. Dans l'appui de sa thèse, il cite de nombreux et probants exemples, notamment, magistralement traitées, la surpopulation européenne et sa conséquence la guerre 1914-1918; la surpopulation asiatique et les conflits du Pacifique; la surpopulation italienne avec sa menace d'une guerre prochaine. Enfin il fait connaître l'unique moyen de salut dont dispose l'humanité. Pour une quantité de personnes, cet ouvrage sera une véritable révélation. Chacun doit le lire : pour que soit définitivement anéanti l'épouvantable fléau de la guerre, il faut que la grande masse des hommes en connaisse la cause primordiale. Avec ce livre on ne peut plus l'ignorer.

Les Gouvernements de nos jours ont, par une déclaration solennelle, mis la guerre hors la loi, l'élite de l'humanité l'a mise hors la conscience, Manuel Devaldès la met hors la raison. « *Croître et multiplier, c'est la guerre !* » marque une étape décisive dans la construction de la paix entre les peuples.

LES LIVRES SECRETS DES CONFESSEURS

Préface de Charles VAUDET

comprenant tous les textes ecclésiastiques relatifs à la confession et révélant les ignominies du confessionnal. Ce livre édité **pour les pères de famille** comprend :

LA MŒCHIALOGIE, LES DIACONALES, LE COMPENDIUM, LE TRAITE DE CHASTETE, LA CLE D'OR, L'ABREGE D'EMBRYOLOGIE SACREE. Il est suivi d'un **EXTRAIT DU DOSSIER JUDICIAIRE DU CLERGE.**

Comment les prêtres comprennent l'exercice de leur vœu de chasteté.

Les questions qui sont posées à vos enfants.

Pères de famille, lisez ce livre, vous serez étonnés et vous comprendrez les dangers de la confession.

La vente de ce volume est formellement interdite aux mineurs

Le Volume : **20 francs.**
Franco, Recommandé : **21 fr. 75.**

En vente : Librairie Pécot, 35, rue Charlot, Paris-3e.

G. DUPIN (Ermenonville)

LA GUERRE INFERNALE

Nouvelle édition revue et augmentée.
Prix : Franco-recommandé, 10 fr.
En vente : Librairie A. Pécot, 35, rue Charlot, Paris
Aucune expédition n'est faite contre remboursement.

Opinions :

« Gustave Dupin, l'auteur de la pathétique *Guerre Infernale*, un des plus terribles réquisitoires contre la guerre et contre la société... » ROMAIN ROLLAND (*Les Précurseurs*).

« M. Gustave Dupin, dont on connaît *Les Robinsons de la Paix* et *La Guerre Infernale*, ce puissant réquisitoire si copieusement nourri de documents et de faits, écrit parfois aussi en vers. C'est qu'il a une âme de propagandiste et qu'il sait que les paroles condensées sous la forme poétique sont facilement mémorables. Mais il ne chante pas la douceur des paysages virgiliens. Il formule durement, implacablement ses inimitiés sous forme de quatrains qui semblent autant d'écriteaux accrochés sur la poitrine des hommes qu'il accuse... On n'a pas l'habitude de voir un écrivain marquer avec autant d'indépendance qu'il n'a besoin de personne. » PAUL REBOUX (*Le Journal du Peuple*).

« Mais je suis persuadé que ce livre trop franc et trop fort irritera la majorité des lecteurs : c'est un appel continuel à la conscience; à moins de se dérober, le lecteur ne peut s'empêcher de réfléchir, de rentrer en lui-même, de reconnaître qu'il est tout imbu de préjugés sociaux, qu'on le trompe et qu'il se laisse tromper. Combien auront le courage d'infliger ce supplice à leur vanité? » JACQUES MESNIL (*L'Humanité*, 22 août 1920).

« *La Guerre Infernale*, de Gustave Dupin (Ermenonville), est peut-être le plus beau et le meilleur livre qu'on ait écrit, jusqu'à présent, sur la guerre.

.....

« La guerre n'est qu'un affreux malentendu qui n'existerait pas si les hommes en comprenaient l'inanité. Il n'est que juste de la maudire; mais il serait plus utile de la comprendre puisque, de ce fait, elle serait annulée. C'est à quoi répond très bien la belle étude d'Ermenonville.

« Je résumerai succinctement mon opinion sur ce livre en formulant simplement le souhait de le voir dans toutes les mains. » **Lux.**

Les Cadeaux de la "BROCHURE MENSUELLE" à ses Abonnés

Les plus belles pages de Laurent Tailhade

Préface de Fernand Kolney

Un fort volume de 500 pages, édité à 20 fr.

Une occasion nous a permis de nous procurer à un prix exceptionnel, un nombre d'exemplaires de cet ouvrage. Nous voulons en faire profiter nos abonnés. Ils liront ces belles pages de l'auteur de **"Au Pays du Mufle"**

Quoique seul dépositaire, nous offrons ce volume au prix de **5** fr.

Franco recommandé : 6 fr. 80

GRILLOT DE GIVRY

LE CHRIST ET LA PATRIE

PRIX : 7 fr. 50 — FRANCO : 8 fr. 25

Sous le titre : *Le Christ et la Patrie*, Grillot de Givry a fait paraître, il y a une douzaine d'années déjà, un livre pacifiste qui a obtenu fort peu de succès. La paix était alors considérée comme une utopie.

Les événements de 1914-1918 ont donné à ce livre un regain d'actualité. Les volumes invendus, que l'ancien éditeur se disposait à mettre au pilon, ont été si vite enlevés, que la librairie A. Delpeuch, 51, rue de Babylone, à Paris, a jugé à propos de publier une nouvelle édition, augmentée d'une préface et de notes.

La thèse de l'auteur est que le Christ a dit aux hommes de s'aimer les uns les autres; que l'idée de patrie, au contraire, divise les hommes en fractions ennemies, dont chacune se croit supérieure aux autres et cherche à les dominer. C'est une idée antichrétienne, génératrice de la guerre. Il faut la combattre à tout prix.

Grillot de Givry est un catholique fervent. Ses arguments n'en ont que plus de valeur. Il traite le drapeau d' « emblème du sang versé et à répandre, emblème que l'on promène comme un ostensoire, avec rebondissement de grosse caisse, et que l'on présente comme une idole à l'adoration des foules hébétées. »

C'est cette adoration du drapeau, ajoute l'auteur, c'est ce fanatisme de l'uniforme et de la guerre, qui, revêtant toutes les apparences d'une religion, a tué l'Eglise catholique. Etre patriote, c'est trahir le Christ.

Telle est la thèse. Elle est hardie; mais son développement est suggestif, en raison des arguments qu'il procure à ceux qui, catholiques ou non, ont entrepris la noble tâche de faire haïr la guerre et d'en conjurer le retour.

Le livre de Grillot de Givry doit être entre les mains de tout internationaliste.

C'EST LE BREVIAIRE DE LA PAIX.

Vient de paraître

LOUIS THENARS

Le Curé Bourgogne

Nouvelle Édition

Illustration de Lucien TAVERNIER

Prix : **10** Francs
Franco recommandé **10.75**

« La maison Snell nous donne une réédition du petit chef-d'œuvre de Louis Thénards. C'est l'histoire d'un curé qui, parce qu'à 40 ans il s'était laissé aller à l'œuvre de chair, a été déplacé au fin fond de la Bretagne. Il est toujours en proie aux remords d'avoir violé ses vœux.

On assiste à un repas de curés, au cours duquel le cynisme et la salacité des prêtres sont très bien dépeintes.

Puis nous voyons le curé Bourgogne accomplir un séjour à Paris, où ils constate la vénalité des ratichons. Il achète à un étalage « La Vie de Jésus », *de Renan et s'en inspire. Désormais, il devient un autre homme. Il donne tout son bien aux pauvres, il ne fait plus payer ses messes. Ce qui est un scandale inouï. Les ratichons des environs le font encore déplacer et il part pour une ville retirée d'Italie où il entrera dans un couvent.*

Mais il faut lire et relire cet ouvrage écrit en un langage colorié, tantôt sarcastique, tantôt douloureux, tantôt véhément où, d'un bout à l'autre, l'émotion en même temps que la vérité se dégagent.

Nos amis, après l'avoir lu, nous sauront gré de leur avoir signalé ce livre. »

Un volume indispensable :

L'ÉDUCATION SEXUELLE

par JEAN MARESTAN

(Nouvelle édition. — 200e mille.)

Cet ouvrage, dont le succès est tout à fait exceptionnel, et qui a été traduit en plusieurs langues, paraît, en une édition nouvelle, revue et augmentée. C'est un des plus clairs et des plus remarquables qui aient été décrits sur cette importante question. L'auteur ne se contente pas de donner aux jeunes gens et aux époux de précieux enseignements théoriques et pratiques que tous devraient connaître. Sans nul souci des opinions conventionnelles, en un style dénué d'hypocrisie, attrayant à lire comme un roman, il traite sous tous ses aspects, avec toutes ses conséquences sociales, le problème des sexes.

Extrait de la Table des Chapitres : Des Moralités néfastes. — Les Organes et le Mystère de la Génération. — Dans lequel il est traité de l'acte d'amour et de la puberté. — La Loi d'amour s'impose à tous, ou les dangers de la continence absolue. — De l'hygiène en général et de l'hygiène sexuelle en particulier. — Sur les rapports conjugaux et leur fréquence normale. — Maladies vénériennes et syphilis : Moyens de les reconnaître et de les éviter. — Procédés scientifiques et pratiques de préservation sexuelle. — La Stérilité. — Epousailles. — Les difficultés de l'initiation. — Signes de grossesse et soins à donner aux accouchées. — L'avortement et son traitement. — La Fécondité normale chez les êtres vivants et ses conséquences. — La sélection artificielle. — Les déviations morbides. — Egalité des sexes. — Mariage et Union libre.

Un beau volume de 336 pages, illustré.
En vente : Librairie A. Pécot, 55, rue Charlot, Paris

Prix 15 fr., franco recommandé 15.75

Aucune expédition n'est faite contre remboursement

Toute personne soucieuse d'être renseignée sur les nombreux et graves problèmes qui, présentement, inquiètent les esprits, passionnent les cœurs et tourmentent les consciences, doit se procurer

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

On peut dire de cette œuvre qu'elle est

UNIQUE AU MONDE

car, si le lecteur n'y rencontre pas tout ce que contiennent les autres publications du même genre, il y trouve tout ce que n'ose dire aucune autre Encyclopédie.

Publiée sous la direction de

SÉBASTIEN FAURE

entouré de nombreux collaborateurs de toutes tendances et de toutes nationalités, cette œuvre encyclopédique se compose de quatre volumes du format du Grand Larousse (32×25) d'une reliure aussi élégante que solide.

Le poids de ces volumes dépasse 11 kilos.

Cette œuvre incomparable contient la matière de 70 volumes de 300 pages — format ordinaire — au prix courant de Fr. 15 le volume. C'est toute une bibliothèque (et quelle bibliothèque !) de Philosophie, d'Histoire, de Science, d'Art, de Sociologie, de documentation sérieuse, de constatations inédites et d'aperçus originaux.

L'ENCYCLOPEDIE ANARCHISTE est une publication désintéressée qu'anime, seul, un dessein de propagande et de vulgarisation.

Œuvre attentive et scrupuleuse, elle étudie les problèmes multiples et complexes de l'individu et de la Société, dans un esprit largement évolutif et dépouillé de tout sectarisme. Non seulement elle s'intéresse, en leurs divers aspects, aux questions fondamentales qu'atteignent une critique et une idéologie nettement caractérisées, mais elle étend, *à travers tout le domaine philosophique, littéraire, historique, éducatif, scientifique, artistique* et *moral*, une investigation qui atteste le bien-fondé, l'audace et l'originalité de la *Pensée* et de l'*Action libertaires* et en souligne l'ampleur et le dynamisme.

Ceux qui, connaissant mal les préoccupations profondément humaines de l'Anarchisme, le regardent encore comme une poussée de révolte désordonnée, un élan de passion sans bases scientifiques, un idéalisme de sentiment (rêve ou utopie) auquel répugnent les arguments de raison, les enseignements de l'Histoire, et les leçons de l'Expérience, ceux-là seront surpris d'y rencontrer un sérieux averti, méthodique et persévérant.

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

SON CARACTÈRE SON INTÉRÊT

De ce que sa tâche gravite autour d'une idée dominante, ce serait une erreur de conclure que cet ouvrage a la rigueur d'un bréviaire et l'étroitesse d'un cathéchisme.

La largeur d'esprit avec laquelle y sont abordés tant d'aspects différents de notre savoir, de nos institutions et de nos mœurs, révèle un effort sincère et fécond de pénétration vers des vérités positives et d'acheminement vers des horizons toujours plus larges et des sommets *toujours plus élevés.*

Cette Encyclopédie a sa place dans toutes les bibliothèques sérieuses

PRIX ET CONDITIONS DE VENTE

a) Au comptant ..... Fr. 440

b) En 4 versements mensuels: le 1er étant de Fr. 110, et les 3 autres de Fr. 115 chacun .... Fr. 455

c) En 14 versements mensuels: le 1er étant de Fr. 34, et les 13 autres de Fr. 33 chacun ..... Fr. 475

Attention !

L'expédition des 4 volumes se fera dès la réception de la commande, *franco,* à domicile par colis postal soigneusement emballé.

L'exiguïté de nos ressources ne nous ayant pas permis de procéder à un fort tirage de « l'*Encyclopédie Anarchiste* », nous ne disposons que d'un nombre très restreint d'exemplaires.

Il convient donc de souscrire aussitôt qu'on y est décidé.

Notre réserve épuisée, l'ouvrage sera *introuvable.*

Il sera satisfait aux commandes dans l'ordre de leur réception, sans aucun droit de priorité et jusqu'à l'épuisement complet de notre stock.

Adresser les commandes, à la

LIBRAIRIE SOCIOLOGIQUE

14, Rue de Marengo, 14

LILLE (NORD)

Compte Chèque Postal : 346.28 Lille

(R.C. 61.587)

Imp. de la B.M., 39, rue de Bretagne - Le Gérant: TOUTAN